

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1200

12 mai 2014

SOMMAIRE

4finance Holding S.à r.l.	57600	Ceva Freight Luxembourg S.à r.l.	57557
Antipodes S.A.	57555	Chios SPF S.A.	57560
Aparti S.à r.l.	57597	Cifa (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	57556
Argoe S.à r.l.	57555	CIN S.A.	57558
ATG Holdings S.A. SPF	57555	CLC - Combi Logistic Consulting	57558
Autoécole Diederich S.à r.l.	57554	CLC - Combi Logistic Consulting	57558
Barthélémy S.A.	57554	Clearstream International	57558
Baticom S.A.	57554	CLEGM S.A.	57557
B.B.H. SPF S.A.	57554	Cleome Index	57558
BGL BNP Paribas	57556	Cool Co-Investment SCS	57560
Bladerunner S.à r.l.	57561	Coudrée S.à r.l.	57562
Brandenburg Archie GP S.à r.l.	57555	C-Rights S.à r.l.	57557
BRE/Europe 3 S.à r.l.	57554	Delos Finance S.à r.l.	57563
Bureau Conseil International S.à r.l.	57556	DHH Main Insight S.à r.l.	57599
Café - Brasserie - Restaurant Poiré S.à r.l.	57556	DMM	57600
Camapa S.à r.l.	57561	FS Invest S.à r.l.	57600
Capelli Lux S.A.	57562	Limbo Invest S.A.	57600
Carl Lux SCS	57557	Majestic S.à r.l.	57595
Catalyseur S.à r.l.	57559	Sevchukmorneftegaz Holding SARL	57573
Central European Closures S.à r.l.	57556	Seynaeve Textiles Lux S.à r.l.	57559

Baticom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 84.250.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014036852/14.

(140042453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Autoécole Diederich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6463 Echternach, 14, rue Maximilien.
R.C.S. Luxembourg B 104.712.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 12 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014036842/10.

(140042270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

BRE/Europe 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 114.911.

Rectificatif du dépôt n°L130082693

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014036866/10.

(140042378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

B.B.H. SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4284 Ehlerange, 30, Zare Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 107.405.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014036843/10.

(140042396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Barthélémy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 71.040.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014036851/10.

(140042365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Antipodes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 40.744.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle du 18 juillet 2013

L'assemblée entérine la décision du Conseil d'Administration du 4 décembre 2012 mandatant aux fonctions d'administrateur, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2017, Monsieur Jean-Noël LEQUEUE, demeurant Chemin du Bois des Paresseux 30, B-6700 Arlon en remplacement du défunt Monsieur Patrick ROCHAS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014036834/13.

(140042003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Argoe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8017 Strassen, 9, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 150.762.

—
Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014036835/14.

(140042414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Brandenburg Archie GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 135.033.

—
Le Conseil de Gérance en date du 10 mars 2014 a décidé de transférer le siège social de la Société au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg à compter du 1^{er} mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Le Mandataire

Référence de publication: 2014036848/13.

(140042436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

ATG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 17.007.

—
Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 10 mars 2014 que:

- le mandat du commissaire aux comptes sortant, M. Marco RIES, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg a été reconduit pour une nouvelle période d'un an.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014036840/14.

(140042360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

BGL BNP Paribas, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 6.481.

—
Suite à une erreur matérielle, les statuts coordonnés rectifiés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, et remplacent les statuts coordonnés précédemment déposés en date du 11 juillet 2013 sous la référence L130117008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014036860/14.

(140042460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Bureau Conseil International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4976 Bettange-sur-Mess, 3, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 20.478.

—
Les comptes annuels 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un gérant

Référence de publication: 2014036868/10.

(140042007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Café - Brasserie - Restaurant Poiré S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 91, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 134.174.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 11 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014036873/10.

(140042097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Central European Closures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 104.816.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Référence de publication: 2014036882/10.

(140042318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Cifa (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.011.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036887/10.

(140042240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

C-Rights S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 13, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 156.263.

—
Décision prise par le gérant unique en date du 24 février 2014

La soussignée, Madame Caroline Lissoir-Defourny, gérant unique de la société C-RIGHTS S.à R.L., a pris ce jour la décision suivante:

- 1) Le siège social de la société est transféré à la date 24 février 2014 à l'adresse suivante:
13 Route de Thionville
L-2611 Luxembourg

C. LISSOIR-DEFOURNY.

Référence de publication: 2014036871/14.

(140042574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Carl Lux SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 177.277.

—
Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Februar 2014.

Für gleichlautende Abschrift
Für die Gesellschaft
Maître Carlo WERSANDT
Notar

Référence de publication: 2014036876/14.

(140042373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Ceva Freight Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.954.

—
Par résolutions circulaires signées en date du 11 mars 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du Cargo Center East, L-1360 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 27 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Référence de publication: 2014036884/13.

(140042236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

CLEGM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 167.484.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale tenue le 2 Mars 2014

L'Assemblée décide de nommer avec effet immédiat

Le mandat de l'administrateur Monsieur Jacques Adrien PATTEDOIE, conseiller, né le 31 Mars 1957 à Bagneux (Fr), demeurant 6, rue Pasteur 77170 COUBERT (France)

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 2 Mars 2014.

Référence de publication: 2014036901/13.

(140041981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

CIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 28.412.

—
Décision prise lors de la réunion du conseil d'administration du 11 mars 2014

Le Conseil décide, de transférer, avec effet immédiat, l'actuel siège social de la Société situé au 19/21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CIN S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2014036897/14.

(140042098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

CLC - Combi Logistic Consulting, Société Anonyme.

Siège social: L-5970 Itzig, 13, rue des Muguets.

R.C.S. Luxembourg B 64.907.

—
Les comptes annuels au 30.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11/03/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014036898/10.

(140042126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

CLC - Combi Logistic Consulting, Société Anonyme.

Siège social: L-5970 Itzig, 13, rue des Muguets.

R.C.S. Luxembourg B 64.907.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11/03/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014036899/10.

(140042127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Clearstream International, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 42, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 72.350.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 mars 2014.

Référence de publication: 2014036900/10.

(140042379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Cleome Index, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 72.234.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036902/10.

(140042112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Catalyseur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 166.957.

L'an deux mille quatorze le douze mars,

Le siège social au 50 Esplanade L-9227 Diekirch de Catalyseur S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.957, a été dénoncé ensemble avec le contrat de domiciliation daté du 27 février 2012 par son agent domiciliataire, Coficom Trust S.à r.l. avec effet au 12 mars 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 12 mars 2014.

Pour la société

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P.126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2014036881/19.

(140042451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Seynaeve Textiles Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.744.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 184.307.

EXTRAIT

1) Il résulte d'un contrat d'achat de nue-propiété («bare ownership purchase agreement») en date du 30 décembre 2013 conclu entre M. Jean-Pierre Seynaeve, né le 19 octobre 1941 à Oostrozebeke, Belgique et résidant au 8700 Tielt, Seyntexlaan 3, Belgique, cédant, et M. Jean-Christophe Seynaeve, M. Thomas Seynaeve et Mme Géraldine Seynaeve, cessionnaires, que la nue-propiété des 1687 parts sociales de la Société détenues par M. Jean-Pierre Seynaeve a été transférée en indivision et à hauteur d'un tiers chacun respectivement à:

- M. Jean-Christophe Seynaeve, né le 5 novembre 1969 à Courtrai, Belgique et résidant au 8730 Beernem, Blommeke 1, Belgique;
- M. Thomas Seynaeve, né le 23 février 1971 à Courtrai, Belgique et résidant au 8730 Beernem, Blommeke 3, Belgique;
- Mme Géraldine Seynaeve, née le 23 décembre 1975 à Courtrai, Belgique et résidant au 1790 Affligem, Eksterenberg 50, Belgique;

Il résulte de ce qui précède que M. Jean-Pierre Seynaeve, cédant, conserve l'usufruit sur les 1687 parts sociales de la Société et qu'en vertu de l'article 5.3 des statuts de la Société, il représente les cessionnaires vis-à-vis de la Société.

2) Il résulte d'un contrat d'achat de nue-propiété («bare ownership purchase agreement») en date du 30 décembre 2013 conclu entre M. Arthur Seynaeve, né le 28 septembre 1945 à Oostrozebeke, Belgique et résidant au 8700 Tielt, Seyntexlaan 3, Belgique, cédant, et Mme Maureen Seynaeve et M. Arthur Wauthier Seynaeve, cessionnaires, que la nue-propiété des 1687 parts sociales de la Société détenues par M. Arthur Seynaeve a été transférée en indivision et à hauteur d'une moitié chacun respectivement à:

- Mme Maureen Seynaeve, née le 6 mai 1984 à Bruges, Belgique et résidant au 8700 Tielt, Seyntexlaan 3, Belgique;
- M. Arthur Wauthier Seynaeve, né le 4 avril 1986 à Bruges, Belgique et résidant au 8700 Tielt, Seyntexlaan 3, Belgique;

Il résulte de ce qui précède que M. Arthur Seynaeve, cédant, conserve l'usufruit sur les 1687 parts sociales de la Société et qu'en vertu de l'article 5.3 des statuts de la Société, il représente les cessionnaires vis-à-vis de la Société.

3) Il résulte d'un contrat d'achat de nue-propiété («bare ownership purchase agreement») en date du 30 décembre 2013 conclu entre Mme Marie Janick Seynaeve, née le 1^{er} avril 1944 à Oostrozebeke, Belgique et résidant au 8700 Tielt, Seyntexlaan 3, Belgique, cédante, et M. Laurent Vercoutere et Mme Sandrine Vercoutere, cessionnaires, que la nue-propiété des 1325 parts sociales de la Société détenues par Mme Marie Janick Seynaeve a été transférée en indivision et à hauteur d'une moitié chacun respectivement à:

- M. Laurent Vercoutere, né le 11 août 1965 à Uccle, Belgique et résidant au 7090 Braine-le-Comte, rue Flinchaux 2, Belgique;
- Mme Sandrine Vercoutere, née le 26 octobre 1966 à Uccle, Belgique et résidant au 1640 Rhode-Saint-Genèse, Avenue de Castonier 35, Belgique;

Il résulte de ce qui précède que Mme Marie Janick Seynaeve, cédante, conserve l'usufruit sur les 1325 parts sociales de la Société et qu'en vertu de l'article 5.3 des statuts de la Société, elle représente les cessionnaires vis-à-vis de la Société.

Munsbach, le 10 mars 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014036682/44.

(140041704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Chios SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 82.007.

—
EXTRAIT

IL RESULTE D'UNE DECISION PRISE LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 22 OCTOBRE 2013 QUE SONT REELUS AUX POSTES D'ADMINISTRATEUR. LEURS MANDATS SE TERMINANT LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE, STATUANT SUR L'EXERCICE 2017

MADAME MARIE-PAUL VAN WAELEM,

née le 05.01.1950 à Uccie (B), expert comptable, demeurant professionnellement à 11A Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg

MADAME MARIE JOSEPH RENDERS,

née le 17.10.1948 à Halle (B), administrateur de sociétés. demeurant professionnellement à 11A Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg

FIDIGA S.A.

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 23 598, avec siège social au 30 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg, avec comme représentant permanent Mme Marie Joseph Renders

QU'EST ELU AU POSTE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES. EN REMPLACEMENT DE EWA REVISION S.A., SON MANDAT SE TERMINANT LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE, STATUANT SUR L'EXERCICE 2017

FIRELUX S.A.,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg B 84 589 avec siège social à 45, Av J.F. Kennedy, L 9053 Ettelbruck

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014036885/28.

(140042327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Cool Co-Investment SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.152.

—
*Extrait des statuts de la Société formée sous signature privée le 11 mars 2014:
L'Associé Commandité*

European Cooling GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous la loi luxembourgeoise avec siège social à 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, ayant un capital de EUR 12.500,-, enregistré au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181480 est l'associé commandité de la Société pour une durée indéterminée.

Dénomination

La dénomination de la Société est Cool Co-Investment SCS.

Objet Social

L'objet de la Société est de faciliter l'investissement de certains investisseurs dans la groupe Cool Holding GmbH et ses filiales. Notamment, la Société achètera, détiendra, gèra et vendra des actions et autres titres dans la société European Cooling 1 S.à r.l. en son propre nom mais pour le bénéfice économique de ses associés.

La Société est autorisée à effectuer toute transaction et tout acte lié directement ou indirectement à son objet social.

57561

Siège Social

Le siège social de la Société se trouve à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

Exercice social

L'exercice social débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception l'exercice social ayant débuté en date du 11 mars 2014 se terminera en date du 31 décembre 2014.

Gérance

La gérance de la Société appartient à l'associé commandité.

Pouvoir de signature

L'associé commandité représente la Société envers les tiers.

Les personnes suivantes sont autorisées à lier l'associé commandité:

- si l'associé commandité est administrée par un gérant unique, le gérant unique
- si l'associé commandité est administrée par de pluralité de gérants, n'importe quels deux gérants conjointement; et
- toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué conformément aux statuts de l'associé commandité

Durée

La Société a été constituée le 11 mars 2014 pour une durée illimitée.

Le 12 mars 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME.

European Cooling CP S.à r.l.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014036891/40.

(140042426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Camapa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.338.158,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.406.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Référence de publication: 2014036892/10.

(140042584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Bladerunner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 164.459.

Suite à la réquisition rectificative déposée en date du 16 décembre 2011 sous le n° L 110201123 rectifiant le dépôt daté du 10 novembre 2011 sous le n° L 110178183, il est aujourd'hui constaté que la réquisition rectificative du 16 décembre 2011 n'est pas correcte et nécessite des modifications. En effet, le transfert en date du 3 novembre 2011 de 1.250.000 parts sociales détenues dans la Société par GS Lux Management Services S. à r.l., ayant son adresse professionnelle au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88.045, auraient dues être transférées comme ci-dessus et doivent être aujourd'hui enregistrées comme suit:

291.744 parts sociales à GS Capital Partners VI Fund, L.P. ayant son siège social au 1209, Orange Street, Wilmington, USA - 19801 New Castle County, Delaware, USA, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4298631;

242.663 parts sociales à GS Capital Partners VI Offshore Fund, L.P. ayant son siège social au Uglad House, South Church Street, KY-309 GT George Town, Grand Cayman, enregistrée auprès du Register of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-19252;

10.368 parts sociales à GS Capital Partners VI GmbH & Co. KG ayant son siège social au Friedrich-Ebert-Anlage 49, D-60308 Frankfurt am Main, Germany, enregistrée auprès du Handelsregister du Amtsgericht Frankfurt am Main sous le numéro HRA 43550;

80.225 parts sociales à GS Capital Partners VI Parallel, L.P. ayant son siège social au 1209, Orange Street, Wilmington, USA - 19801 New Castle County, Delaware, USA, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4210108;

41.404 parts sociales à GS Opportunity Partners, L.P. ayant son siège social au 1209, Orange Street, Wilmington, USA - 19801 New Castle County, Delaware, USA, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4645593;

320.525 parts sociales à GS Opportunity Partners Offshore, L.P. ayant son siège social au Uglund House, South Church Street, KY-309 GT George Town, Grand Cayman, enregistrée auprès du Register of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-31665;

219.665 parts sociales à GS Opportunity Partners Offshore - B, L.P. ayant son siège social au Uglund House, South Church Street, KY-309 GT George Town, Grand Cayman, enregistrée auprès du Register of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-37586;

43.406 parts sociales à GS Opportunity Partners Offshore - C, L.P. ayant son siège social au Uglund House, South Church Street, KY-309 GT George Town, Grand Cayman, enregistrée auprès du Register of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-38985.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bladerunner S.à r.l.
Marielle Stijger
Gérant

Référence de publication: 2014036845/42.

(140042196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Coudrée S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 5, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 50.990.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014036909/10.

(140042268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Capelli Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 181.700.

L'an deux mille quatorze,

le vingt et un février.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

la société «CAPELLI», une société anonyme constituée et existant sous les lois françaises établie et ayant son siège social 2bis chemin du Coulouvrier, F-69410 Champagne au Mont d'Or (France), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Lyon sous le numéro 306 140 039,

ici représentée par:

Monsieur Pierre ANGÉ, employé privé, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, en vertu d'une procuration donnée à Champagne au Mont d'Or (France), le 17 février 2014.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique de la société «CAPELLI LUX S.A.» (la «Société») une société anonyme, établie et ayant son siège social actuel au 10B, rue de Mérovingiens, L-8070 Bertrange, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire instrumentaire, le 04 novembre 2013, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 27 décembre 2013 sous le numéro 3296 et page 158180.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et numéro 181 700.

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis sa création.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social, actuellement fixé à CENT MILLE EUROS (100'000.-EUR) représenté par mille (1'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune, a requis le notaire soussigné d'acter, en sa susdite capacité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique DECIDE de transférer, avec effet immédiat, le siège social statutaire et administratif de la Société de la commune de Bertrange, vers la Ville de Luxembourg et de fixer l'adresse du nouveau siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit transfert de siège social statutaire et administratif de la Société, l'actionnaire unique DECIDE de modifier l'article QUATRE (4), premier alinéa des statuts de la Société, lequel auront désormais le nouveau libellé suivant:

Art. 4. (premier alinéa). «Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même mandataire a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: P. ANGE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 février 2014. Relation: EAC/2014/2720. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014036893/48.

(140042154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Delos Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.094.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of February,

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Delos Aircraft Limited, a company incorporated and existing under Irish law, having its registered office at 30 North Wall Quay, Dublin 1, Ireland and registered with the Companies Registration Office under number 538946,

here represented by Mr Gianpiero SADDI, private employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal on February 20, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Delos Finance S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s).

8.2 In case of one manager, she/he/it shall be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

8.3 In case of plurality of managers, the shareholder(s) will decide to qualify the appointed managers as class A managers (the "Class A Managers") or class B managers (the "Class B Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation.

10.1 Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any one manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any one manager.

10.2 However, if the shareholder(s) have qualified the managers as Class A Managers and Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if at least a Class A Manager and a Class B Manager are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority including the favorable vote of at least a Class A Manager and a Class B Manager.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares (¹ The Articles can impose higher, but not lower, requirements.).

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December 2014 (all dates inclusive).

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

Delos Aircraft Limited	<u>12,500 Shares</u>
Total:	12,500 Shares

All these Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred Euro (EUR 1,400).

Sole shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the Shareholders' Meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following persons are appointed as class A managers of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- a) Mr. Niall Charles Sommerville, born in Dublin, Ireland on 13 January 1959 and having his professional address at 30 North Wall Quay, Dublin 1, Ireland; and
- b) Mrs. Pamela S. Hendry, born in Urbana, Illinois, United States of America on 30 November 1964 and having his professional address at 10250 Constellation Boulevard, 34th Floor, Los Angeles, CA 90067.

2) The following persons are appointed as class B managers of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

c) Mr. Fabrice Stéphane Rota, born in Mont-Saint-Martin, France on 19 February 1975 and having his professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.; and

d) Mr. Erik Van Os, born in Maastricht, the Netherlands on 20 February 1973 and having his professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-six février,

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Delos Aircraft Limited, une société constituée et existant selon les lois d'Irlande, ayant son siège social au 30 North Wall Quay, Dublin 1, Irlande et immatriculée auprès du Companies Registration Office sous le numéro 538946,

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 20 février 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de la constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. "Forme - Dénomination. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Delos Finance S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance;

ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément à ces Statuts - y compris l'article 13.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) le déterminera, y compris, sans limitation, par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, sans limitation, tout personne appartenant à la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6, une "garantie" comprend, sans limitation, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), y compris, sans limitation, des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en hypothèque, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désignent les détenteurs des Parts Sociales au moment donné et "Associé" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Associé(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Associé(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour écarter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession lors d'une assemblée générale;

7.2.2 les Parts Sociales ne sont pas cessibles, en cas de décès, à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant au moins les trois-quarts des Parts Sociales détenues par les survivants aient approuvé cette cession ou dans les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une décision du (des) associé(s).

8.2 S'il n'y a qu'un seul gérant, il/elle sera désigné(e) de "Gérant Unique".

8.3 S'il y a plusieurs gérants, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"). S'il y a plusieurs gérants, le (s) associé(s) peuvent décider de qualifier les gérants nommés de gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") ou de gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment avec ou sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société est administrée par un seul gérant, ou en cas de pluralité de Gérant, le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts aux Associés.

10. Représentation.

10.1 Envers les tiers, la Société peut, en cas de gérant unique, être valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature d'un des gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par un des gérants.

10.2 Cependant, si le(s) associé(s) ont qualifié les gérants de Gérants de Catégorie A et de Gérants de Catégorie B, la Société ne sera valablement engagée envers les tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le Conseil de Gérance.

11. Délégation de pouvoir. Le Gérant Unique ou, si la Société a plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs pour des tâches précises à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminer les pouvoirs et responsabilités de ce/ces agent(s) ad hoc et leur rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions de sa délégation.

12. Réunions du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nomme un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Gérants ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement discuter et prendre des décisions que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple comprenant le vote favorable d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tout autre équipement de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputés pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement traitées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (incluant un changement de Siège Social), sous réserve de toute disposition contraire, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Associés ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8

13.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

13.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf lorsque cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y a pas de condition de quorum pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par pièces jointes à un e-mail) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 13.8.1 et des présentes dispositions 13.8.2, que les Associés aient voté ou non.

14. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2014 (toutes dates comprises).

15. Distribution sur parts sociales.

15.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut, le cas échéant, décider de payer des acomptes sur dividendes au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur base d'une situation comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts

et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent devoir être remboursés par le(s) Associé(s).

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 13.

Dans le cas où la Société n'a qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 une référence à:

- (a) un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles entrées en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

Delos Aircraft Limited	12.500 Parts Sociales
Total:	12.500 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) correspondant à un capital de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés, a pris, au travers de son mandataire, les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

a. M. Niall Charles Sommerville, né à Dublin, Irlande le 13 janvier 1959 et ayant son adresse professionnelle au 30 North Wall Quay, Dublin 1, Irlande; et

b. Mme Pamela S. Hendry, née à Urbana, Illinois, Etats-Unis d'Amérique le 30 novembre 1964 et ayant son adresse professionnelle au 10250 Constellation Boulevard, 34th Floor, Los Angeles, CA 90067.

2) Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

a. M. Fabrice Stéphane Rota, né à Mont-Saint-Martin, France le 19 février 1975 et ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

b. M. Erik Van Os, né à Maastricht, Pays-Bas le 20 février 1973 et ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3) Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 mars 2014. Relation: LAC/2014/9949. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

Référence de publication: 2014036351/538.

(140041324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Sevchukmorneftegaz Holding SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.306.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of March.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EXXONMOBIL RUSSIA NORTH CHUKCHI SEA HOLDINGS B.V., a limited liability company incorporated under the law of The Netherlands, with registration number 58144412 and with its location at Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, The Netherlands, registered with The Netherlands Chamber of Commerce, represented by Mr. Christophe Balthazar, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power dated March 3, 2014; and

ROSNEFT JV PROJECTS S.A., a société anonyme organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registration number B 167491 and with its registered office at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, represented by Mr. Jean-Marie Poos, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated February 28, 2014.

The powers of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the Shareholders and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as indicated above, have requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée which they declared to form:

Title I. - Definitions - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. The words and expressions used in the present articles of association shall have the following meaning:

Affiliate: means with respect to a Shareholder, any other Person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with, such specified Shareholder; provided, however, that (a) the Company, the Operator and the ARC (as defined in the Agreement) and their respective subsidiaries; and (b) OJSC "ROSNEFTEGAZ" (« »), the Russian Federation and any Person (other than direct or indirect subsidiaries of Rosneft) Controlled by either OJSC "ROSNEFTEGAZ" (« ») or the Russian Federation shall not be considered Affiliates or, if applicable, subsidiaries of Rosneft.

Agreed Exploration Project Expenses Carry Period: means the period of time during which certain agreed exploration project expenses (as further detailed in the Agreement) are contributed solely by the ExxonMobil Shareholder.

Agreement: means the foundation agreement in writing which may exist, from time to time, between the Shareholders in relation to the Company.

Annual Budget: means the annual budget of the Company.

Articles: has the meaning given in Article 2.

Business Day: means any day other than a Saturday, Sunday or any bank or other public holiday in the Russian Federation, Grand Duchy of Luxembourg, Swiss Confederation and the United States of America.

Calendar Year: means a period of twelve (12) months commencing with 1 January and ending on the following 31 December.

Capital Surplus: means the amounts (a) contributed by the Shareholders to the Company, without any Shares being issued in exchange and (b) allocated in the accounts of the Company, to the non-share contribution account (account 115 “capital contribution without the issuance of new shares” of the Luxembourg standard chart of accounts dated as of 10 June 2009).

Cash Transfer: means any transfer where the sole consideration (other than the assumption of obligations relating to the transferred Shares) takes the form of cash, cash equivalents, promissory notes or retained interests (such as production payments) in the Shares being transferred.

Cash Value: means the portion of the total monetary value (expressed in U.S. Dollars) of the consideration being offered by the proposed transferee (including any cash, other assets, and tax savings to the transferor from a non-cash deal) that reasonably should be allocated to the Shares subject to the proposed transfer.

Class A Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Class A Preferred Dividend: means, in respect of the Class A Preferred Shares, the accrued but unpaid dividend determined in accordance with Article 7.5.

Class A Preferred Shares: has the meaning given in Article 7.1.

Class B Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Commercial Production: has the meaning given in the Agreement.

Companies Act: has the meaning given in Article 2.

Company: has the meaning given in Article 2.

Company Board: means the board of managers of the Company.

Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Competent Authority: means,

- (a) any national, regional or local government and any ministry or department thereof;
- (b) any person exercising executive, legislative, judicial, regulatory or administrative functions of or pertaining to government (including any independent regulator);
- (c) any other governmental entity, instrumentality, agency, authority, court, or company;
- (d) any other entity, committee or commission under the direct or indirect control of a government; or
- (e) any government-owned or controlled commercial enterprise.

Control: means, directly or indirectly, through one or more intermediaries: (a) the beneficial ownership of more than fifty percent (50%) of the votes exercisable at an annual general meeting (or its equivalent) of the Person concerned or, if there are no such rights, ownership of more than fifty percent (50%) of the equity interests of such Person; or (b) the ability to direct the management or policies of such Person pursuant to a written agreement or a right to appoint its general manager or similar chief executive officer,

and “Controlling” and “Controlled” shall be construed accordingly.

Disagreeing Shareholder: means a shareholder that gives notice pursuant to Article 8.4(2)(c) to the transferring Shareholder, objecting to the Cash Value of the Shares subject to such transfer.

Dividend Rate: means a rate per annum equal to LIBOR as quoted two (2) Business Days prior to the first calendar day of each succeeding calendar year, plus two and one half per cent (2.5 %).

Equity Interest: means, with respect to a Shareholder, any and all Shares of the Company held by such Shareholder expressed as a percentage to the total number of Shares of the Company held by all of the Shareholders.

Extraordinary Company Board Matters: means those matters listed in these Articles to be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Company Board.

Extraordinary Resolution: means an Extraordinary Resolution of the Shareholders or an Extraordinary Resolution of the Company Board, as the context requires.

Extraordinary Resolution of the Company Board: means a resolution of the Company Board passed by the affirmative vote of at least a simple majority of the Company Managers, including at least one (1) Class B Company Manager.

Extraordinary Resolution of the Shareholders: means a resolution of the General Meeting passed by the affirmative unanimous vote of all of the Shareholders.

Extraordinary Shareholder Matters: means those matters listed in these Articles to be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

ExxonMobil: means ExxonMobil Oil Corporation, a company organised and existing under the laws of the State of New York, United States.

ExxonMobil Shareholder: means ExxonMobil Russia North Chukchi Sea Holdings B.V., a limited liability company organised and existing under the laws of The Netherlands, with registration number 58144412 and with its location at Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, the Netherlands, registered with the Netherlands Chamber of Commerce.

Financing Branch: means the Swiss financing branch of the Company.

General Meeting: means any general meeting of the Shareholders of the Company.

Governmental Approvals: means, with respect to any person, (a) any authorisation, consent, approval, licence, ruling, permit, certification, exemption, filing, variance, order, judgment, decree or publication of, by or with, (b) any notice to, (c) any declaration of, by or with or (d) any registration by or with, any Competent Authority required to be obtained or made by such person.

LIBOR: has the meaning given in the Agreement.

Operator: means Sevchukmorneftegaz SARL, a wholly-owned subsidiary of the Company organised and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a société à responsabilité limitée for implementation of the Project.

Ordinary Dividend: means any dividend paid in respect of an Ordinary Share.

Ordinary Resolution of the Company Board: means a resolution of the Company Board passed by a simple majority of the Company Managers.

Ordinary Resolution of the Shareholders: means a resolution of the General Meeting passed by the Shareholders representing a simple majority of the share capital of the Company.

Ordinary Shares: means the ordinary shares (or common stock) in the Company.

Person: means any individual, firm, corporation, partnership, limited liability company, trust, joint venture or other entity.

Preferred Dividend: means any Class A Preferred Dividend.

Preferred Shares: means, collectively, the Class A Preferred Shares and any other preferred shares issued by the Company.

Profit: means, in respect of a given period, total revenue, less operating expenses, interest paid, depreciation and taxes.

Project: has the meaning given in Article 5.3.

Rosneft: means Rosneft Oil Company, a joint-stock company organised and existing under the laws of the Russian Federation.

Rosneft Shareholder: means Rosneft JV Projects S.A., a company organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registration number B 167491 and with its registered office at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Shares: means, collectively, Ordinary Shares and Preferred Shares.

Shareholders: means the Rosneft Shareholder and the ExxonMobil Shareholder.

U.S. Dollar or \$: means the lawful currency of the United States of America.

Capitalised words and expressions not defined in these Articles shall be defined as set forth in the Agreement.

Art. 2. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws pertaining to such entity, especially the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Companies Act") and the present articles of association (the "Articles").

Art. 3. The denomination of the Company is "Sevchukmorneftegaz Holding SARL".

Art. 4.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a resolution of the General Meeting.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5.

5.1 One of the Company's objects is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

5.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, assistance of a financial nature, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

5.3 The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the administration, management, control and development of its participation in any subsidiary (including the Operator) and, more specifically, the implementation directly or indirectly of a joint project of seismic surveys, geological exploration, appraisal, development, production, disposition, purchase and sale of hydrocarbons from the Severo-Vrangelevskiy-2 subsoil plot on the Chukchi Sea seabed and any marketing activity concerning the hydrocarbons thereby produced (the "Project").

5.4 In furtherance of the implementation of the Project:

(1) the Company may use its funds to establish, manage, develop, and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities (including, for the avoidance of doubt, bonds) of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise;

(2) the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, investment vehicles of any type (including limited partnerships and similar structure), the principal object of which is the direct or indirect acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties;

(3) the Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 6. The Company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Shares - Capital surplus - Reserves

Art. 7.

7.1 The share capital of the Company is fixed at thirty thousand three hundred U.S. Dollars (USD 30,300), represented by:

(1) thirty thousand (30,000) Ordinary Shares; and

(2) three hundred (300) class A preferred shares (the Class A Preferred Shares),

having a par value of one U.S. Dollar (USD 1) each, all of which are entirely subscribed and fully paid up.

7.2 Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7.3 An amount equal to five percent (5%) of the annual Profit of the Company shall be allocated to the statutory reserve of the Company, until such reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's share capital.

7.4 Subject to the provisions of the Agreement, the balance of the Profit of the Company (after the allocation to the statutory reserve (if applicable)), if any, shall be distributed by the Company to the Shareholders, no less frequently than on 31 March, 30 June, 30 September and 31 December of each Calendar Year as follows:

(a) the Company shall pay the Class A Preferred Dividend; and

(b) provided that the Company has paid the entire Class A Preferred Dividend, the Company shall pay the remaining balance (if any) as Ordinary Dividends.

7.5 From the date of issuance of such Preferred Shares, a cumulative dividend shall accrue daily on each Class A Preferred Share, in an amount equal to the product of:

(a) the sum of:

(A) the par value of such Preferred Share;

(B) the average amount of any Capital Surplus on such Preferred Share outstanding during such period; and

(C) the amount of any accrued but unpaid Preferred Dividend on such Preferred Share;

(b) the Dividend Rate; and

(c) the number of calendar days elapsed in such period divided by three hundred and sixty-five (365).

7.6 Any Preferred Share shall be deemed an Ordinary Share for the purpose of Articles 7.3 - 7.5 once the entire amount of the Capital Surplus contributed on the class of Preferred Shares to which such Preferred Share belongs, together with any accrued but unpaid dividend on such Preferred Shares, has been repaid to the Shareholders.

7.7 Any surplus cash remaining in the accounts shall be invested in accordance with banking principles, policies and procedures of the Company, as may be adopted and amended from time to time by an Extraordinary Resolution of the Company Board.

7.8 The General Meeting may, subject to applicable law and the Agreement, decide to pay interim dividends.

7.9 The issued share capital of the Company may be increased or reduced at any time pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

7.10 If required by the Agreement, the Shareholders shall contribute additional cash to the Company as Capital Surplus (except for any share capital which may be required in connection with the establishment of any new class of Shares approved by each Shareholder). Unless otherwise agreed by all the Shareholders, each Capital Surplus contribution made

by a Shareholder will be attached to either the Ordinary Shares or a specific class of Preferred Shares, which are held by such Shareholder, and shall entitle such Shareholder to receive the corresponding payments allocable to such Ordinary Shares or specific class of Preferred Shares, as applicable.

7.11 Any Capital Surplus contributed by the Shareholders on the Ordinary Shares is repayable to the Shareholders pro rata to the Ordinary Shares held by the Shareholders and any Capital Surplus contributed by a Shareholder on its Preferred Shares is repayable only to the holder of such Preferred Shares in accordance with the terms of the Agreement.

7.12 Any funds received by the Company shall be used in the priority set forth in the Agreement.

Art. 8.

8.1 As long as the Company has several shareholders, the transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised pursuant to a resolution of the General Meeting.

8.2 Neither Shareholder shall (nor shall it purport to) assign, transfer or otherwise dispose of all or any part of its Shares without the prior written consent of the other Shareholder, other than for transfers permitted under Article 8.

8.3 Subject to Article 8.1, Rosneft Shareholder may at any time transfer all (and not some only) of its Shares to any direct or indirect wholly-owned subsidiary of Rosneft, and ExxonMobil Shareholder may at any time transfer all (and not some only) of its Shares to any direct or indirect wholly-owned subsidiary of ExxonMobil.

8.4 If a Shareholder has granted its written consent to the other Shareholder to assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares pursuant to Article 8.2, then such other Shareholder may so assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares, provided that the following conditions are met:

(1) as a result of such transfer, each of the transferring Shareholder and the transferee shall have Equity Interests in the Company equal to or exceeding ten percent (10%);

(2) the non-transferring Shareholder is granted with an option to exercise the preemptive right to acquire the Shares intended to be assigned, transferred or otherwise dealt with under this Article 8.4 pursuant to the following procedure:

(a) once the final terms and conditions of the relevant transfer have been fully negotiated, the transferring Shareholder shall disclose all such final terms and conditions as are relevant to the acquisition of the Shares (and, if applicable, the determination of the Cash Value of the Shares) in a notice to the other Shareholder, which notice shall be accompanied by a copy of all instruments or relevant portions of instruments establishing such terms and conditions. Such other Shareholder shall have the right to acquire the Shares subject to the proposed transfer from the transferring Shareholder on the terms and conditions described in this Article 8.4(2)(a) if, within thirty (30) days of the relevant notice, the other Shareholder delivers to the transferring Shareholder counter-notification that it accepts such terms and conditions without reservations or conditions (subject to Articles 8.4(2)(c) and 8.4(2)(d), where applicable). If the non-transferring Shareholder fails to deliver such counter-notification, the transferring Shareholder may so assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares, subject to the other provisions of this Article 8.4, under terms and conditions no more favourable to the proposed assignee or transferee than those set forth in the notice to the non-transferring Shareholder, provided that the transfer shall be concluded within one hundred eighty (180) days from the date of the notice plus such additional period as may be required to secure any Governmental Approvals. The non-transferring Shareholder shall have no right under this Article 8.4(2) to acquire any asset other than the Shares, nor may such Shareholder be required to acquire any asset other than the Shares, regardless of whether other properties are included in the transfer;

(b) in the event of a Cash Transfer that does not involve other properties as part of a wider transaction, the non-transferring Shareholder shall have a right to acquire the Shares subject to the proposed assignment or transfer on the same final terms and conditions as were negotiated with the proposed assignee or transferee. In the event of a transfer that is not a Cash Transfer or involves other properties included in a wider transaction (package deal), the transferring Shareholder shall include in its notification to the non-transferring Shareholder a statement of the Cash Value of the Shares subject to the proposed assignment or transfer, and the non-transferring Shareholder shall have a right to acquire such Shares on the same final terms and conditions as were negotiated with the proposed assignee or transferee except that it shall pay the Cash Value in immediately available funds at the closing of the transfer in lieu of the consideration payable in the third party offer, and the terms and conditions of the applicable instruments shall be modified as necessary to reflect the acquisition of the Shares for cash. In the case of a package sale, the non-transferring Shareholder may acquire the Shares subject to the proposed package sale unless and until the completion of the wider transaction (as modified by the exclusion of properties subject to pre-emptive rights or excluded for other reasons) with the package sale transferee. If for any reason the package sale terminates without completion, the other Shareholder's right to acquire the Shares subject to the proposed package sale shall also terminate;

(c) for purposes of Article 8.4(2)(b), the Cash Value proposed by the transferring Shareholder in its notice shall be conclusively deemed correct unless the non-transferring Shareholder is a Disagreeing Shareholder and gives notice to the transferring Shareholder within ten (10) days of receipt of its notice stating that it does not agree with its statement of the Cash Value, stating the Cash Value the non-transferring Shareholder believes is correct and providing any supporting information that it believes is helpful. In such event, the transferring Shareholder and the Disagreeing Shareholder shall have fifteen (15) days in which to attempt to negotiate an agreement on the applicable Cash Value. If no agreement has been reached by the end of such fifteen (15)-day period, either the transferor or the Disagreeing Shareholder shall be

entitled to refer the matter to an independent expert as provided in Articles 8.5 to 8.8 for determination of the Cash Value;

(d) if the determination of the Cash Value is referred to an independent expert and the value submitted by the transferring Shareholder is no more than five percent (5%) above the Cash Value determined by the independent expert, the value submitted by the transferring Shareholder shall be used for the Cash Value and the Disagreeing Shareholder shall pay all costs of the expert. If the value submitted by the transferring Shareholder is more than five percent (5%) above the Cash Value determined by the independent expert, the independent expert's value shall be used for the Cash Value and the transferring Shareholder shall pay all costs of the expert. Subject to the independent expert's value being final and binding in accordance with Articles 8.5 to 8.8, the Cash Value determined by the procedure shall be final and binding on the Shareholders; and

(e) once the Cash Value is determined under Article 8.4(2)(d) and subject to Article 8.4(2)(b), the transferring Shareholder shall be obligated to sell and the other Shareholder which has provided notice of its intention to purchase the transferring Shareholder's Shares pursuant to Article 8.4(2)(a) shall be obligated to buy the Shares at said value.

8.5 For any decision referred to an expert under Article 8.4(2), the Shareholders hereby agree that such decision shall be conducted expeditiously by an expert selected unanimously by the Shareholders. The expert is not an arbitrator of the dispute and shall not be deemed to be acting in an arbitral capacity.

8.6 A Shareholder desiring an expert determination shall give the Shareholders written notice of the request for such determination. If Shareholders are unable to agree upon an expert within ten (10) days after receipt of the notice of request for an expert determination, then, upon the request of any of the parties to the dispute, the International Centre for Expertise of the International Chamber of Commerce (ICC) shall appoint such expert and shall administer such expert determination through the ICC's Rules for Expertise.

8.7 The expert, once appointed, shall have no ex parte communications with any of the Shareholders concerning the expert determination or the underlying dispute. The Shareholders agree to cooperate fully in the expeditious conduct of such expert determination and to provide the expert with access to all facilities, books, records, documents, information and personnel necessary to make a fully informed decision in an expeditious manner.

8.8 Before issuing his final decision, the expert shall issue a draft report and allow the Shareholders to comment on it. The expert shall endeavour to make its determination or resolve the dispute within thirty (30) days (but no later than sixty (60) days) after his appointment, taking into account the circumstances requiring an expeditious determination or resolution of the matter in dispute. The expert's decision shall be final and binding on the parties to the dispute, subject to the provisions of the Agreement.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholder will not result in the dissolution of the Company.

Title III. - Management

Art. 10.

10.1 The Company is managed by the Company Board in accordance with the Companies Act, these Articles and the Agreement. The Company shall be governed by the Shareholders and the Company Board. The Shareholders and the Company Board shall have the authority set forth in the Articles or as otherwise provided by the applicable law or by the Agreement. The forum for the Shareholders to undertake decisions required of them shall be a General Meeting, except as otherwise set forth in the Agreement or these Articles. The forum for the Company Board to undertake decisions required of them shall be a meeting of the Company Board, except as otherwise set forth in the Agreement or these Articles. All powers not expressly reserved to the General Meeting by law, the Articles and/or the Agreement fall within the powers of the Company Board.

General Meeting

10.2 A General Meeting shall be convened at least once in each Calendar Year in accordance with the Articles and all other General Meetings may be convened at such other times as are permitted or required by the Articles.

10.3 All General Meetings shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, unless another location is agreed to by all the Shareholders; provided, however, that the General Meeting approving (i) the Annual Budget, (ii) the annual financial statements of the Company, and (iii) the allocation of the realised income between the Company and the Financing Branch, shall always be held in Luxembourg. Any Shareholder may participate in any General Meeting, except for the General Meeting approving (i) the Annual Budget, (ii) the annual financial statements of the Company, and (iii) the allocation of the realised income between the Company and the Financing Branch, by teleconference. Such teleconference should be initiated from Luxembourg and should allow all the Shareholders taking part in the General Meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Shareholder in a General Meeting by teleconference shall be deemed to be a participation in person at such General Meeting and the General Meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

10.4 All General Meetings shall be convened by a notice from the chairman of the Company Board. Such notice shall be given to each Shareholder at its address for service in the records of the Company not less than thirty (30) days prior

to the proposed date of such General Meeting, stating the date, time and place of such meeting. Such notice shall also include the following:

- (a) a list of the agenda items to be addressed at the meeting; and
- (b) in respect of each agenda item, an indication of whether a resolution is to be proposed for adoption or other voting action is to be taken.

Any papers relevant to particular matters to be considered at such meeting shall be circulated simultaneously with the notice of such General Meeting. Any decision of the Shareholders adopted at a General Meeting that was not convened in accordance with the notice requirements set forth in this Article 10.4 shall be null and void unless it is subsequently ratified by all the Shareholders. For the avoidance of doubt, any of the notice requirements set forth in this Article 10.4 may be waived by a unanimous decision of the Shareholders.

10.5 The quorum required for General Meetings shall be the Shareholders representing a majority of the share capital of the Company present (in person or by teleconference) or represented by proxy; provided, however, if a quorum is not present at the time appointed for a duly-convened General Meeting due to the absence of a representative of either Rosneft Shareholder or ExxonMobil Shareholder, then such General Meeting shall be reconvened by registered letters and held five (5) Business Days following the date of such adjournment (unless another date is agreed to by all the Shareholders). Failure to constitute a quorum at such rescheduled duly-convened General Meeting shall be deemed a Deadlock Event and shall be resolved in accordance with the terms of the Agreement.

10.6 Voting on Shareholder resolutions shall take place as follows:

- (a) until the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period, all decisions of the Shareholders shall be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders; and
- (b) after the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period, only Extraordinary Shareholder Matters shall be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders and all other decisions shall be determined pursuant to an Ordinary Resolution of the Shareholders.

10.7 The chairman of the Company Board shall make a record of each proposal voted on and the results of such voting at each General Meeting. Each Shareholder or its representative shall sign and be provided a copy of such record at the end of such General Meeting, and it shall be considered the final record of the decisions of the Shareholders at such General Meeting.

10.8 Resolutions of the Shareholders may also be adopted without a General Meeting by means of entry in the Company's minute book and signed by the Shareholders entitled to vote thereon.

Company Board

10.9 The Company Board is composed of five (5) individuals (each, a "Company Manager"), each of whom shall be appointed by the Shareholders as provided in this Article 10.9. Rosneft Shareholder shall have the right, from time to time, to propose the appointment of three (3) individuals as Company Managers (each such Company Manager, a "Class A Company Manager") and ExxonMobil Shareholder shall have the right, from time to time, to propose the appointment of two (2) individuals as Company Managers (each such Company Manager, a "Class B Company Manager").

10.10 Each Shareholder shall have the right at any time to propose the (i) removal of a Company Manager appointed upon the proposal of such Shareholder; and (ii) appointment of an individual to fill one of its allotted Company Manager positions should a vacancy in such position be created (i.e., by death, resignation or removal of any of the Company Managers). Each proposal to appoint or remove a Company Manager shall be made by giving prior written notice thereof to the other Shareholder.

10.11 Any change in the number or reallocation of the Company Manager positions shall be approved by an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

10.12 A Company Manager shall be appointed by the Company Board as chairman of the Company Board upon the proposal of the Class A Company Managers.

10.13 The chairman of the Company Board shall have the authority delegated to such chairman by the Company Board.

10.14 The Company Board shall meet at least semi-annually and at such other times as the chairman of the Company Board or any Company Manager may request. All meetings of the Company Board shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, unless another location is agreed to by all the Company Managers.

10.15 Any Company Manager may act at a meeting of the Company Board by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another Company Manager as his/her proxy. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting. Any Company Manager may also participate in a meeting of the Company Board by teleconference allowing all the Company Managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Company Manager in a meeting by teleconference shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the Company Board will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the Company Managers attending.

10.16 All meetings of the Company Board shall be convened by a notice from the chairman of the Company Board. Such notice is to be given to each Company Manager at his/her address for service in the Company records not less than

thirty (30) days prior to the proposed date of such meeting, stating the date, time and place of the meeting. Such notice shall include the following:

- (a) a list of the agenda items to be addressed at the meeting; and
- (b) in respect of each agenda item, an indication of whether a resolution is to be proposed for adoption or other voting action is to be taken.

Any papers relevant to particular matters to be considered at such meeting shall be circulated simultaneously with the notice of such meeting. Any resolution of the Company Board adopted at a meeting that was not convened in accordance with the notice requirements set forth in this Article 10.16 shall be null and void unless it is subsequently ratified by all the Company Managers. For the avoidance of doubt, any of the notice requirements set forth in this Article 10.16 may be waived by a unanimous decision of the Company Managers.

10.17 The quorum for a meeting of the Company Board for the purposes of any Extraordinary Company Board Matter shall be a majority of the Company Managers present (in person or by teleconference) or represented by proxy and shall include at least one (1) Class B Company Manager. If a quorum is not present due to the absence of a Class A Company Manager or a Class B Company Manager at the time appointed for a duly-convened meeting of the Company Board, the agenda of which includes any Extraordinary Company Board Matter, then such meeting of the Company Board shall be adjourned and held five (5) Business Days following the date of such adjournment (unless another date is agreed to by at least one (1) Class A Company Manager and at least one (1) Class B Company Manager), and a failure of the Company Board to constitute a quorum at such rescheduled duly-convened meeting of the Company Board shall be deemed a Deadlock Event (as this term is defined in the Agreement) and referred by any Company Manager to a General Meeting of the Shareholders.

10.18 The quorum for meetings of the Company Board, the agenda of which does not include any Extraordinary Company Board Matter, shall be a majority of the Company Managers, present (in person or by teleconference) or represented by proxy, and shall include at least one (1) Class B Company Manager. If a quorum is not present due to the absence of a Class A Company Manager or a Class B Company Manager at the time appointed for a duly-convened meeting of the Company Board, the agenda of which does not include any Extraordinary Company Board Matter, then such meeting of the Company Board shall be adjourned and held five (5) Business Days following the date of such adjournment, and a quorum for such adjourned meeting of the Company Board shall be a simple majority of the Company Managers, present (in person or by teleconference) or represented by proxy.

10.19 Notwithstanding Articles 10.17 and 10.18 above, if the agenda of any meeting of the Company Board includes more than one item, some of which are Extraordinary Company Board Matters while others are not, and such meeting was reconvened pursuant to Articles 10.17 or 10.18 above, then the quorum for any such reconvened meeting of the Company Board shall be determined separately for each item of the agenda of such reconvened meeting in accordance with Articles 10.17 or 10.18 above, as applicable.

10.20 Company Manager voting shall take place as follows:

- (a) notwithstanding anything in the Articles to the contrary, until the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period all resolutions of the Company Board shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board;
- (b) during the period from the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period until the commencement of Commercial Production, resolutions of the Company Board on Extraordinary Company Board Matters shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board and resolutions on all other matters shall require an Ordinary Resolution of the Company Board; and
- (c) after the commencement of Commercial Production, resolutions of the Company Board on Extraordinary Company Board Matters shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board and resolutions on all other matters shall require an Ordinary Resolution of the Company Board.

10.21 In lieu of a meeting, any Company Manager may submit any proposal to the Company Board for a vote by notice. The proposing Company Manager shall notify the chairman of the Company Board who shall give each Company Manager notice describing the proposal so submitted and whether the chairman of the Company Board considers such operational matter to require urgent determination. The chairman of the Company Board shall include with such notice adequate documentation in connection with such proposal to enable the Company Managers to make a decision. Each Company Manager shall communicate his/her vote by notice to the chairman of the Company Board and the other Company Managers within one of the following appropriate time periods after receipt of notice by such Company Manager:

- (a) forty-eight (48) hours in the case of operations which involve matters which are of an urgent nature to the extent duly justified by the circumstances evidenced to the Company Managers; and
- (b) fifteen (15) days in the case of all other proposals.

10.22 Except in the case of Article 10.21(a), any Company Manager may, by notice delivered to all the Company Managers within five (5) days of receipt of the notice of the chairman of the Company Board, request that the proposal be decided at a meeting rather than by notice. In such an event, that proposal shall be decided at a meeting duly called for that purpose.

10.23 Any Company Manager failing to communicate his/her vote in a timely manner shall be deemed to have voted against such proposal.

10.24 If a meeting is not requested, then at the expiration of the appropriate time period, the chairman of the Company Board shall give each Company Manager a confirmation notice stating the tabulation and results of the vote. Any resolution of the Company Board outside a meeting shall be passed by the affirmative vote of all the Company Managers.

10.25 For the avoidance of doubt, the requirements relating to written resolutions set forth in Articles 10.21 - 10.24, except for the requirement that the affirmative vote of all the Company Managers shall be required for any resolutions taken outside a meeting, may be waived by a unanimous decision of all the Company Managers.

10.26 Any agreements or other binding documents intended to implement any resolution of the Shareholders or the Company Board shall require (i) the joint signature of at least one (1) Class A Company Manager and at least one (1) Class B Company Manager; or (ii) the joint signatures or the sole signature of any Person(s) to whom such signatory power has been specifically granted by an Extraordinary Resolution of the Company Board, for such agreement or binding document, provided, however, that, (x) no Company Manager shall sign any agreement or document which does not comply with any decision of the Shareholders, any resolution of the Company Board or the policies of the Company; and (y) for the avoidance of doubt, none of the Company Managers shall be authorised to either undertake any actions or execute any resolutions or agreements on behalf of the Company except as set forth in this Article 10.26.

The Shareholders shall be obliged to amend the Articles to adapt signing powers of the Company Managers if this is required pursuant to the Agreement.

10.27 Each Company Manager shall carry out his/her functions consistent with the following fundamental business principles:

- (1) ethical behaviour and strong business controls;
- (2) unwavering commitment to operations integrity;
- (3) disciplined efficient use of capital;
- (4) continuous focus on cost management;
- (5) commitment to develop the highest quality, motivated, diverse workforce; and
- (6) commitment to technology leadership.

Art. 11. In addition to the other Extraordinary Shareholder Matters listed in Article 7 and Article 10 herein, the Extraordinary Shareholder Matters are as follows:

- (1) Amendments to the formation documents (articles, bylaws) establishing the Company, the Operator and their branches, including those related to the scope of the Company's business;
- (2) Establishment of additional subsidiaries or branches of the Company;
- (3) Issuance of the Company's shares, including issuance of new shares or a new class of shares;
- (4) Amendment to the share capital of the Company;
- (5) Liquidation, merger or amalgamation of the Company;
- (6) Amendments to the funding obligations of the Shareholders;
- (7) Obtaining a third party financing for the Project and any material amendments thereto;
- (8) Resolutions to amend or terminate any of the Final Agreements (as defined in the Agreement) to which the Company is a party;
- (9) Approval of the Annual Budget (which includes both capital and operating components);
- (10) Approval of amendment to the Annual Budget which materially changes its scope or involves expenditure greater than ten percent (10%) of such Annual Budget;
- (11) Final investment decision(s) for the Project;
- (12) Approval of the Company annual accounts and authorisation of dividends or other cash distributions by the Company;
- (13) Resolutions regarding performance by the Company of business outside the scope of its business as set forth in the Final Agreements;
- (14) Resolution of any Deadlock Event (as defined in the Agreement) that has occurred at a meeting of the Company Board;
- (15) Determination that a discovery is a Commercial Discovery (as defined in the Agreement);
- (16) Approval of Development Plan(s) (as defined in the Agreement) (including, inter alia, development concept selection, cost estimating basis and schedule estimating basis);
- (17) Appointment or removal of the auditors of the Company;
- (18) Approval of the final legal and tax structure of the Marketing Company (as defined in the Agreement) and any change to the scope of its marketing activity;
- (19) Modification of the Discovery Area (as defined in the Agreement);
- (20) Consent to assignment of ownership to intellectual property rights in the Venture Information to a Shareholder or the Operator (as these terms are defined in the Agreement and subject to its terms);

(21) Approval of the Company's and/or the Operator's acquisition of, or entrance into long-term lease arrangements for, logistical assets downstream of the Delivery Point (as this term is defined in the Agreement) (including tankers and other vessels, terminals and pipelines), with the exception of charters and operating leases of less than six (6) months;

(22) Approval of: (i) the establishment of the Financing Branch, (ii) the regulations for the Financing Branch, (iii) the appointment of two managers of the Financing Branch, and (iv) the location of the Financing Branch office;

(23) Other matters which, as a matter of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, must fall under the competence of the General Meeting.

Art. 12. In addition to the other Extraordinary Company Board Matters listed in Article 10 herein, the Extraordinary Company Board Matters are as follows:

(1) Approval and amendment of accounting principles, policies and procedures of the Company, and any material amendment thereto;

(2) Approval and amendment of strategies and procedure applicable to corporate governance, business practices and operating policies of the Company;

(3) Approval and amendment of the banking principles, policies and procedures of the Company, including those relating to opening and closing bank accounts of the Company, and any material amendment thereto;

(4) Disposal of assets owned by the Company having a value in excess of one million U.S. dollars (\$1,000,000) in accordance with the Company's balance sheet;

(5) Approval of the annual hydrocarbons marketing plan in relation to the hydrocarbons as further detailed in the Agreement;

(6) Entry into, amendment or termination by the Company of any transaction (other than hydrocarbon sales) (i) with respect to the agreements to which either Rosneft, ExxonMobil or any of their respective Affiliates is a party, having a value in excess of one million U.S. dollars (\$1,000,000), (ii) with respect to the agreements to which a Person that is not an Affiliate of Rosneft or ExxonMobil is a party, having a value in excess of (A) five million U.S. dollars (\$5,000,000) during any period of exploration, (B) ten million U.S. dollars (\$10,000,000) during any period of development and (C) five million U.S. dollars (\$5,000,000) for any non-competitively bid contracts and (iii) any contract which is to be awarded without strict adherence to the procurement policies and guidelines of the Operator;

(7) Approval of personnel training and development plans for Company personnel including the deployment of the functional teams and progress on achieving long-term organisation capability milestones and staffing needs (as further detailed in the Agreement);

(8) Establishing the Company's voting position at the general meetings of shareholders of subsidiary companies (including the meeting of shareholders of the Operator);

(9) Delegation of any authorities set forth in this Article 12 from the Company Board;

(10) Resolution of any Deadlock Event that has occurred at a meeting of the board of managers of the Operator;

(11) Adoption of and any changes to the Foundation Business Policies (as defined in the Agreement);

(12) Adoption of and any changes to the internal rules determining the procedure for internal endorsement by the management personnel of the Company of contracts to be executed by the Company, which are related to the area of the Company's activities for which such management personnel is responsible;

(13) Appointment of any manager of the Financing Branch;

(14) Establishing a set of marketing reporting metrics to be provided on a monthly, quarterly and annual basis to the Shareholders by the Marketing Company (as defined in the Agreement);

(15) Approval of the Marketing Company Staffing Plan (as defined in the Agreement), and any changes thereto; and

(16) Approving the table of financial authorities for the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period.

Title IV. - Financial year - Accounts - Audit - Liquidation

Art. 13. The Company's financial year runs from the first day of January of one year to the thirty first day of December of the same year.

Art. 14.

14.1 Each year as of the thirty-first day of December, the Company Board will draw up a balance sheet, which will contain a record of all movable and immovable property and obligations of the Company. The Company shall maintain its statutory accounts, books and records in the English language and in U.S. Dollars and in such other language and currency as may be required by applicable law. The management accounts of the Company and any of its branch offices shall be prepared in the English language and in U.S. Dollars. The accounting books of the Company shall be kept at the registered office of the Company in Luxembourg.

14.2 Subject to confidentiality limitations and such other restrictions as the Shareholders may from time to time agree, the Shareholders and their respective auditors and Company Managers shall have full access to the accounts, books and all records of the Company and its respective branch offices at all reasonable times.

14.3 The Shareholders shall appoint a firm of independent accountants (i) qualified to do business in the Grand Duchy of Luxembourg and (ii) belonging to a group of reputable internationally recognised firms of independent auditors (including at least one firm qualified to do business in the Russian Federation) to serve as the auditor of the Company.

14.4 The auditors of the Company appointed pursuant to Article 14.3 above, shall have full access to the books and records of the Company and shall audit the accounts and activities of the Company annually. Such auditors shall provide the Company and the Shareholders with an audit report within thirty (30) days after the end of each year, and shall undertake, as part of their responsibilities to the Company, to provide any information reasonably requested of them by the Shareholders subject to Article 14.2 above.

Art. 15. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators.

Transitory disposition

The first financial year shall begin on the day of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the Shareholders hereby declare that they subscribe to all the thirty thousand (30,000) Ordinary Shares and three hundred (300) Class A Preferred Shares of the Company, having a par value of one U.S. Dollar (USD 1) each, as follows:

ExxonMobil Shareholder:	ten thousand (10,000) Ordinary Shares; and one hundred (100) Class A Preferred Shares.
Rosneft Shareholder:	ten thousand (10,000) Ordinary Shares; and one hundred (100) Class A Preferred Shares.
Total:	thirty thousand (30,000) Ordinary Shares; and three hundred (300) Class A Preferred Shares.

All the Shares have been fully paid up by the Shareholders by way of contributions in cash in an aggregate amount of thirty thousand three hundred U.S. Dollars (\$30,300), so that the amount of thirty thousand three hundred U.S. Dollars (\$30,300) paid by the Shareholders is from now on at free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary and the notary expressly bears witness to it.

Shareholders' resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders, representing the entire share capital of the Company, take the following resolutions:

- The following persons are appointed as members of the Company Board, with effect as of the date hereof and for an unlimited period of time:

* Timofey STRELTSOV, born on 2 December 1968 in Sakhalin Region (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* Grigory BONDARENKO, born on 16 February 1963 in Kharkov (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* Rostislav LATYSH, born on 20 March 1973 in Ivano-Frankovsk (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* James J. ZULLIG, born on 3 March 1955 in New Jersey (USA), with professional address at 233 Benmar Drive, Houston, Texas 77060-3105 (USA), as class B manager; and

* James K. FLOOD, born on 15 April 1957 in Furth (Germany), with professional address at 17001 Northchase Drive, Houston, Texas 77060-2135 (USA), as class B manager;

- Ernst & Young, société anonyme, having its registered office in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann (RCS Luxembourg B 47771), is appointed as external auditor of the Company, with effect as of the date hereof and until the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending on 31 December 2014; and

- the address of the registered office of the Company is set at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Valuation and costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above matters, have been estimated at EUR 1,500.-.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version shall prevail.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am sechsten März.

Erschienen die Folgenden vor Me Henri HELLINCKX, einem Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

die EXXONMOBIL RUSSIA NORTH CHUKCHI SEA HOLDINGS B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht der Niederlande mit der Registrierungsnummer 58144412 und Sitz in der Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, Niederlande, eingetragen im Register der Niederländischen Handelskammer, und vertreten durch Herrn Christophe BALTHAZAR, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 3. März 2014 sowie

die ROSNEFT JV PROJECTS S.A., eine nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme) mit der Registrierungsnummer B 167491 und eingetragenem Sitz in der 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, vertreten durch Herrn Jean-Marie POOS, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 28. Februar 2014.

Die Vollmachten sind nach ihrer ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der Anteilseigner und dem unterzeichnenden Notar im Anhang dieser Urkunde aufzubewahren, um dann bei den registrierenden Behörden eingereicht zu werden.

Die wie o.a. vertretenen Anteilseigner haben den Notar gebeten, den folgenden Gesellschaftsvertrag einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, deren Errichtung sie erklärten:

Titel I. - Definitionen - Ernennung - Eingetragener Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Die in diesem Gesellschaftsvertrag verwendeten Wörter und Wendungen haben folgende Bedeutung:

Verbundenes Unternehmen: bedeutet in Bezug auf einen Anteilseigner jede sonstige Person, die den jeweiligen Anteilseigner unmittelbar oder mittelbar kontrolliert, von ihm kontrolliert wird oder unter gemeinsamer Kontrolle mit ihm steht, wobei jedoch (a) die Gesellschaft, der Betreiber und das ARC (im Sinne der Vereinbarung) und ihre jeweiligen Tochtergesellschaften und (b) OJSC „ROSNEFTEGAZ“ (« »), die Russische Föderation und jede Person (unmittelbare und mittelbare Tochtergesellschaften von Rosneft ausgenommen), die entweder von OJSC „ROSNEFTEGAZ“ (« ») oder der Russischen Föderation kontrolliert wird, nicht als verbundene Unternehmen bzw. Tochtergesellschaften von Rosneft gelten.

Unterstützungsperiode (Carry Period) für vereinbarte Aufschlussprojektkosten: Zeit während der bestimmte vereinbarte Aufschlussprojektkosten (wie ausführlicher in der Vereinbarung bestimmt) allein vom Anteilseigner Exxon-Mobil getragen werden.

Vereinbarung: bedeutet die schriftliche Gründungsvereinbarung, die gelegentlich zwischen den Anteilseignern in Bezug auf die Gesellschaft besteht.

Jahresbudget: bedeutet das Jahresbudget der Gesellschaft.

Artikel: hat die in Artikel 2 gegebene Bedeutung.

Geschäftstag: jeder Tag außer Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertagen in der Russischen Föderation, im Großherzogtum Luxemburg, der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den USA.

Kalenderjahr: ein Zeitraum von zwölf (12) Monaten, beginnend am 1. Januar und endend am darauf folgenden 31. Dezember.

Kapitalüberschuss: Beträge, die (a) der Gesellschaft von den Anteilseignern zugeschossen werden, ohne dass dafür Anteile ausgegeben werden und die (b) in den Konten der Gesellschaft dem Konto 'Zuschüsse ohne Anteile' (Konto 115 "Kapitalzuschüsse ohne Ausgabe neuer Anteile" im Luxemburger Standardkontenplan ab 10. Juni 2009) zugeteilt werden.

Bargeld-Übertragung: jede Übertragung, bei der die einzige Gegenleistung (außer der Übernahme von Verpflichtungen bezüglich der übertragenen Anteile) in der Form von Bargeld, Barwerten, Solawechseln oder zurückbehaltenen Anteilen (wie Förderungszahlungen) an den übertragenen Anteilen besteht.

Barwert: Anteil des gesamten Geldwertes (in U.S. Dollar) der vom beabsichtigten Empfänger angebotenen Gegenleistung (einschließlich Bargeld, sonstiger Vermögenswerte und Steuereinsparungen für den Übertragenden aus einem bargeldlosen Deal), die angemessenerweise den Anteilen zugeteilt werden sollten, deren Übertragung geplant ist.

Klasse A Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Dividende auf Vorzugsstammanteile A: die aufgelaufene, aber nicht ausgeschüttete, nach Artikel 7.5 bestimmte Dividende der Vorzugsstammanteile A.

Vorzugsstammanteile A: hat die in Artikel 7.1 zugeschriebene Bedeutung.

Klasse B Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Kommerzielle Förderung: hat die in der Vereinbarung genannte Bedeutung.

Companies Act: hat die in Artikel 2 zugeschriebene Bedeutung.

Gesellschaft: hat die in Artikel 2 zugeschriebene Bedeutung.

Geschäftsführung: die Geschäftsführung der Gesellschaft.

Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Zuständige Behörde: bedeutet

(a) jede nationale, regionale oder örtliche Regierungsbehörde und alle Ministerien und deren Abteilungen

(b) jede Person, die Funktionen der Exekutive, Legislative, Judikative, von Aufsichts- oder Verwaltungsbehörden oder sich auf diese beziehende Funktionen ausübt (einschl. aller unabhängigen Regelungsinstanzen)

(c) jede(s) sonstige Regierungseinrichtung, -instrument, -agentur, -behörde, -gericht oder -unternehmen

(d) jede(r) sonstige Einrichtung, Ausschuss oder Kommission unter der mittelbaren oder unmittelbaren Kontrolle einer Regierung oder

(e) jedes im Regierungseigentum oder unter dessen Kontrolle stehende kommerzielle Unternehmen.

Kontrolle: bedeutet unmittelbar oder mittelbar über eine oder mehrere zwischengeschaltete Stellen: (a) das wirtschaftliche Eigentum an mehr als fünfzig Prozent (50 %) der Stimmrechte, die im Rahmen einer Hauptversammlung (bzw. einer gleichwertigen Veranstaltung) der betroffenen Person ausgeübt werden dürfen oder, wenn keine solche Rechte vorliegen, Eigentum an mehr als fünfzig Prozent (50 %) der Kapitalbeteiligung dieser Person oder (b) die Befähigung, die Geschäftsführung oder Richtlinien dieser Person gemäß einer schriftlichen Vereinbarung anzuweisen oder das Recht, den Geschäftsführer oder ähnlichen leitenden Mitarbeiter zu ernennen,

und „kontrolliert“ und „kontrolliert werden“ wird entsprechend ausgelegt.

Protestierender Anteilseigner: Anteilseigner, der dem übertragenden Anteilseigner gemäß Artikel 8.4(2)(c) mitteilt, dass er dem Barwert der von einer Übertragung betroffenen Anteile nicht zustimmt.

Dividendsatz: ein dem LIBOR, wie zwei (2) Geschäftstage vor dem ersten Kalendertag jedes Kalenderjahres berichtet, entsprechender Jahressatz plus zweieinhalb Prozent (2,5 %).

Eigenkapitalanteil: bezüglich eines Anteilseigners der prozentuale Anteil, den die Gesamtheit der von ihm gehaltenen Anteile an allen im Eigentum aller Anteilseigner stehenden Anteile der Gesellschaft ausmacht.

Außerordentliche Angelegenheiten für die Geschäftsführung: die in diesen Artikeln aufgelisteten Angelegenheiten, die gemäß einem Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung zu entscheiden sind.

Außerordentlicher Beschluss: ein Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner oder ein Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung, je nach Kontext.

Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung: ein Beschluss der Geschäftsführung, der mindestens mit der einfachen Mehrheit der Geschäftsführer, einschließlich mindestens einem (1) Klasse B Geschäftsführer, gefasst wird.

Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner: ein einstimmiger Beschluss der Hauptversammlung.

Außerordentliche Angelegenheit für Anteilseigner: die in diesen Artikeln aufgelisteten Angelegenheiten, die gemäß einem Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner zu entscheiden sind.

ExxonMobil: die ExxonMobil Oil Corporation, ein nach den Gesetzen des US-Bundesstaats New York, USA, gegründetes und bestehendes Unternehmen.

Anteilseigner ExxonMobil: beutet ExxonMobil Russia North Chukchi Sea Holdings B.V., eine nach dem Recht der Niederlande gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) mit Registrierungsnummer 58144412 und Sitz in Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, Niederlande, bei der Niederländischen Handelskammer eingetragen.

Finanzierungsfiliale: die Schweizer Finanzierungsfiliale der Gesellschaft.

Hauptversammlung: jede Hauptversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft.

Behördliche Genehmigungen: bezüglich einer Person (a) jegliche Ermächtigung, Zustimmung, Genehmigung, Lizenz, Entscheidung, Erlaubnis, Zertifizierung, Ausnahme, Beantragung, Abweichung, Befehl, Urteil, Dekret oder Veröffentlichung von, durch oder bei, (b) Mitteilung an, (c) Erklärung von, durch oder bei oder (d) Anmeldung durch oder bei eine (r) zuständigen Behörde, die eine solche Person beschaffen oder ausführen muss.

LIBOR: hat die in der Vereinbarung festgelegte Bedeutung.

Betreiber: bedeutet Sevchukmorneftegaz SARL, eine nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg als Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründete und eingetragene hundertprozentige Tochter der Gesellschaft zur Umsetzung des Projekts.

Stammdividende: Auf Stammanteile gezahlte Dividende.

Ordentlicher Beschluss der Geschäftsführung: ein von der Geschäftsführung mit einfacher Mehrheit der Geschäftsführer gefasster Beschluss.

Ordentlicher Beschluss der Anteilseigner: ein von der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der die Mehrheit der Anteile an der Gesellschaft vertretenden Anteilseigner gefasster Beschluss.

Stammanteile: gewöhnliche Anteile (oder Stammanteile) an der Gesellschaft.

Person: bedeutet jede natürliche Person, Firma, Gesellschaft, Personengesellschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, jedes Treuhandverhältnis, Joint Venture oder sonstige juristische Person.

Vorzugsdividende: Dividende auf Vorzugsstammanteile A.

Vorzugsstammanteile: bezieht sich auf A-Vorzugsstammanteile und sonstige von der Gesellschaft ausgegebene Vorzugsstammanteile.

Gewinn: Gesamteinnahmen minus Betriebskosten, gezahlte Zinsen, Amortisierung und Steuern für einen bestimmten Zeitraum.

Projekt: hat die in Artikel 5.3 zugeschriebene Bedeutung.

Rosneft: Rosneft Oil Company, eine nach den Gesetzen der Russischen Föderation gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (joint-stock company).

Anteilseigner Rosneft: Rosneft JV Projects S.A., ein nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg gegründetes und bestehendes Unternehmen mit der Registrierungsnummer B 167491 und Sitz in 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Anteile: steht insgesamt für Stamm- und Vorzugsstammanteile.

Anteilseigner: steht für die Anteilseigner Rosneft und die Anteilseigner ExxonMobil.

US-Dollar oder US\$: steht für die offizielle Währung der Vereinigten Staaten von Amerika.

Großgeschriebene Worte und Begriffe, die in diesen Artikeln nicht definiert sind, haben die ihnen in der Vereinbarung zugewiesene Bedeutung.

Art. 2. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“) entsprechend den für eine solche Einrichtung geltenden Gesetzen gegründet, insbesondere dem Luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 zu kommerziellen Unternehmen in seiner novellierten Fassung („Companies Act“) und diesem Gesellschaftsvertrag („Satzung“).

Art. 3. Das Unternehmen trägt die Bezeichnung "Sevchukmorneftegaz Holding SARL".

Art. 4.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxembourg.

4.2 Mit Beschluss der Hauptversammlung kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden.

4.3 Die Gesellschaft kann sowohl Büros als auch Niederlassungen im Grossherzogtum Luxemburg sowie im Ausland haben.

Art. 5.

5.1 Eines der Ziele der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften und Unternehmen jeglicher Art in Luxemburg und im Ausland sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf jede sonstige Weise Aktien, Anteile und sonstige Beteiligungspapiere, Anleihen, Schuldscheine, Einlagenzertifikate und sonstige Schuldtitel und, im allgemeineren Sinn, Wertpapiere und Finanztitel erwerben, die von einer Körperschaft der öffentlichen Hand oder einem Privatunternehmen ausgegeben werden. Sie kann sich an der Schaffung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle anderer Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen. Darüber hinaus kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Portfolios von Patenten oder sonstigen Rechten des geistigen Eigentums jeglicher Art oder jeglichen Ursprungs investieren.

5.2 Die Gesellschaft kann auf beliebige Art Darlehen aufnehmen, wobei Börsengänge ausgenommen sind. Sie kann ausschließlich im Rahmen einer Privatplatzierung festverzinsliche Wertpapiere, Anleihen und sonstige jegliche Art von Schuld- und Dividendenpapieren ausgeben. Sie kann Gelder, insbesondere die Erlöse aus Darlehen, an ihre Tochtergesellschaften, verbundene Unternehmen und sonstige Unternehmen verleihen. Die Gesellschaft kann Garantien und Bürgschaften für Dritte zur Absicherung von deren Verpflichtungen und denen von Unternehmen leisten, an denen die Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist oder in die sie investiert hat, sowie an Unternehmen, die zum gleichen Konzern wie die Gesellschaft gehören, und sie kann solchen Unternehmen jegliche Art von Unterstützung wie unter anderem bei Management und Entwicklung solcher Unternehmen und von deren Portfolio, finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Bürgschaften, bieten. Sie kann all ihre oder Teile ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder anderweitig mit Sicherheiten belegen. Vorsorglich sei darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft ohne die erforderliche Befugnis keine Aktivitäten im Finanzsektor tätigen darf, die aufsichtsbehördlich geregelt sind.

5.3 Zweck der Gesellschaft ist auch die Durchführung aller Transaktionen, die mittelbar oder unmittelbar mit Verwaltung, Management, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligung an Tochterfirmen (einschl. des Betreibers) zusammenhängen, und insbesondere die mittelbare oder unmittelbare Umsetzung eines Gemeinschaftsprojekts mit seismischen Untersuchungen, geologischem Aufschluss, Einschätzung, Erschließung, Förderung, Zurverfügungstellung, Kauf und Verkauf von Kohlenwasserstoffen aus dem unterirdischen Gebiet von Severo-Vrangelevskiy-2 auf dem Boden des Tschuktschensees, sowie alle Marketingaktivitäten im Zusammenhang mit den dort geförderten Kohlenwasserstoffen („Projekt“).

5.4 Zur Förderung der Umsetzung des Projekts

(1) kann die Gesellschaft ihre Mittel zur Errichtung, zur Führung, zur Entwicklung und zur Verfügung über ihre jeweils bestehenden Vermögenswerte, zum Erwerb, zur Investition in und zur Verfügung über alle Arten von dinglichem und ideellem, beweglichem oder unbeweglichem Besitzgut verwenden, und zwar einschließlich für ihr Aktienportfolio (zur Klarstellung: auch Obligationen) jeglichen Ursprungs, zur Teilnahme an der Gründung, Akquisition, Entwicklung und

Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb von Wertpapieren auf dem Weg der Beteiligung, Zeichnung, Übernahme oder Option und zu deren Flüssigmachung durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder anderweitig,

(2) kann die Gesellschaft auf eigene Rechnung Liegenschaften im Grossherzogtum oder im Ausland kaufen und verkaufen und kann damit zusammenhängende Aktivitäten durchführen, wie das mittelbare oder unmittelbare Halten von Beteiligungen an Luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, Investitionsinstrumenten jeglicher Art (einschl. Teilhaberschaft mit beschränkter Haftung oder ähnliche Strukturen), deren Hauptzweck mittelbare oder unmittelbare(r) Erwerb, Erschließung, Verkaufsförderung, Verkauf, Management und/oder Leasing von Liegenschaften ist,

(3) kann die Gesellschaft kommerzielle, industrielle, finanzielle, personelle und Liegenschaftstätigkeiten betreiben, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Zweck der Gesellschaft verbunden sind oder dessen Entwicklung begünstigen können.

Art. 6. Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer begründet.

Titel II. - Kapital - Anteile - Kapitalüberschuss - Rücklagen

Art. 7.

7.1 Das Stammkapital der Gesellschaft ist auf dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (USD 30.300) festgelegt, die sich wie folgt aufteilen:

(1) dreissigtausend (30.000) Stammanteile; und

(2) dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A,

mit einem Wert von je einem U.S. Dollar (USD 1), die alle gezeichnet und voll eingezahlt sind.

7.2 In Bezug auf die Gesellschaft sind die Anteile unteilbar, und es ist nur ein Eigner pro Anteil zulässig. Gemeinsame Eigner müssen einen einzigen Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

7.3 Ein Betrag von fünf (5%) des jährlichen Gewinns der Gesellschaft ist der vorgeschriebenen Rücklage der Gesellschaft zuzuführen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft ausmacht.

7.4 Entsprechend den Bestimmungen der Vereinbarung ist der restliche Gewinn der Gesellschaft (nach Abzug des (ggf.) gesetzlichen Rücklagebetrages), wie folgt an die Anteilseigner auszuschütten, und zwar mindestens jeden 31. März, 30. Juni, 30. September und 31. Dezember jeden Kalenderjahres:

(a) die Gesellschaft zahlt eine Dividende für Vorzugsstammanteile A und

(b) vorausgesetzt, dass die gesamte Dividende für Vorzugsstammanteile A gezahlt ist, zahlt die Gesellschaft den Restbetrag, falls vorhanden, als Dividende auf Stammanteile.

7.5 Vom Datum der Ausgabe solcher Vorzugsstammanteile ab läuft auf jedem Vorzugsstammanteil A täglich eine kumulative Dividende auf, die dem Produkt aus Folgendem entspricht:

(a) Der Summe:

(A) vom Nennwert eines solchen Vorzugsstammanteils;

(B) vom Durchschnittsbetrag des Kapitalüberschusses auf während dieses Zeitraums ausstehenden Vorzugsstammanteilen; und

(C) vom Betrag der aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Dividende auf diese Vorzugsstammanteile;

(b) dem Dividendensatz; und

(c) der Anzahl der in dem Zeitraum abgelaufenen Kalendertage, geteilt durch dreihundertfünfundsechzig (365).

7.6 Für die Zwecke von Artikel 7.3 bis 7.5 gelten alle Vorzugsstammanteile als Stammanteile, sobald der für die betreffende Vorzugsstammanteileart zum Kapitalüberschuss beigetragene Betrag sowie die aufgelaufene, aber nicht ausgeschüttete Dividende auf diese Vorzugsstammanteile an die Anteilseigner zurückgezahlt ist.

7.7 In den Konten verbleibende Bargeldüberschüsse sind entsprechend den Prinzipien, Richtlinien und Verfahren der Gesellschaft betreffend Bankgeschäften, die durch Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung von Zeit zu Zeit beschlossen und geändert werden können, zu investieren.

7.8 Entsprechend den geltenden Gesetzen und der Vereinbarung kann die Hauptversammlung beschließen, Zwischendividenden auszuschütten.

7.9 Das ausgegebene Stammkapital der Gesellschaft kann jederzeit entsprechend einem Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner erhöht oder reduziert werden.

7.10 Sofern in der Vereinbarung vorgeschrieben, haben die Anteilseigner zusätzlich Bargeld als Kapitalüberschuss zuzuschließen (ausgenommen Stammkapital, das in Verbindung mit der Einführung neuer, von allen Anteilseignern genehmigten Anteilskategorien notwendig wird). Wenn nicht von allen Anteilseignern anderweitig beschlossen, wird jeder von einem Anteilseigner erbrachte Beitrag zum Kapitalüberschuss entweder den Stammanteilen oder einer bestimmten Kategorie von Vorzugsstammanteilen zugeschlagen, die der betreffende Anteilseigner hält, und diese berechtigen diesen Anteilseigner dann zum Empfang der entsprechenden, solchen Stammanteilen oder einer bestimmten Kategorie von Vorzugsstammanteile zuordenbaren Zahlungen, falls anwendbar.

7.11 Ein von den Anteilseignern zu den Stammanteilen zugeschossener Kapitalüberschuss ist an die Anteilseigner proportional zu den Stammanteilen zurückzuzahlen, und von einem Anteilseigner zu den Vorzugsstammanteilen zugeschos-

sener Kapitalüberschuss wird entsprechend den Bestimmungen der Vereinbarung nur an den Anteilseigner zurückgezahlt, der solche Vorzugsstammanteile hält.

7.12 Von der Gesellschaft eingenommene Mittel sind für die Prioritäten zu verwenden, die in der Vereinbarung festgelegt sind.

Art. 8.

8.1 Solange die Gesellschaft mehrere Anteilseigner hat, muss die Übertragung von Anteilen inter vivos an Dritte durch Beschluss der Hauptversammlung genehmigt werden.

8.2 Unter Vorbehalt der erlaubten Übertragungen gemäß Artikel 8 dürfen Anteilseigner ihre Anteile ganz oder teilweise nur mit der vorherigen schriftlichen Zustimmung der anderen Anteilseigner abtreten, übertragen oder anderweitig über diese verfügen (und dürfen dies auch nicht versuchen).

8.3 Nach Artikel 8.1 kann Anteilseigner Rosneft jederzeit alle (und nicht nur einzelne) seiner Anteile auf jede mittelbar oder unmittelbar 100%ige Tochtergesellschaft von Rosneft übertragen, und Anteilseigner ExxonMobil kann jederzeit alle (und nicht nur einzelne) seiner Anteile auf jede mittelbar oder unmittelbar 100%ige Tochtergesellschaft von ExxonMobil übertragen.

8.4 Hat ein Anteilseigner einem anderen Anteilseigner nach Artikel 8.2 seine schriftliche Zustimmung zu Abtretung, Übertragung oder anderweitiger Verfügung über dessen Anteile gewährt, kann dieser Anteilseigner alle oder einige seiner Anteile wie folgt abtreten, übertragen oder anderweitig über diese verfügen; vorausgesetzt, die folgenden Bedingungen sind erfüllt:

(1) als Ergebnis einer solchen Übertragung muss jeder übertragende Anteilseigner und der Empfänger Anteile an der Gesellschaft in Höhe von mindestens zehn Prozent (10%) haben,

(2) dem nicht übertragenden Anteilseigner wird eine Option auf Ausübung des Vorkaufsrechts für die nach diesem Artikel 8.4 abzutretenden, zu übertragenden oder anderweitig zu verfügenden Anteile gewährt:

(a) wenn die Verhandlungen über die endgültigen Geschäftsbedingungen der entsprechenden Übertragung abgeschlossen sind, hat der übertragende Anteilseigner diese endgültigen Geschäftsbedingungen, soweit sie für den Erwerb der Anteile (und, falls zutreffend, für die Bestimmung des Barwerts der Anteile) relevant sind, dem anderen Anteilseigner in einer Benachrichtigung mitzuteilen, der eine Kopie aller Dokumente oder relevanten Teile von solchen beigefügt ist, aus denen diese Geschäftsbedingungen hervorgehen. Der andere Anteilseigner hat dann das Recht, die zu übertragenden Anteile zu den in diesem Artikel 8.4(2)(a) beschriebenen Geschäftsbedingungen zu erwerben, sofern der andere Anteilseigner innerhalb von dreißig (30) Tagen ab der entsprechenden Benachrichtigung dem übertragenden Anteilseigner eine Gegenmitteilung dahingehend macht, dass er diese Geschäftsbedingungen ohne Vorbehalte oder Bedingungen (nach Artikel 8.4(2)(c) und 8.4(2)(d), falls zutreffend) annimmt. Macht der nicht übertragende Anteilseigner keine solche Gegenmitteilung, kann der übertragende Anteilseigner alle oder einen Teil seiner Anteile abtreten, übertragen oder anderweitig nach den Bedingungen dieses Artikel 8.4 über diese zu Geschäftsbedingungen verfügen, die nicht günstiger für den beabsichtigten Empfänger sind als die in der Benachrichtigung an den nicht übertragenden Anteilseigner enthaltenen; vorausgesetzt, dass die Übertragung innerhalb von einhundertachtzig (180) Tagen vom Datum der Benachrichtigung an plus einer zusätzlichen Zeitspanne, die gegebenenfalls zum Erhalt behördlicher Genehmigungen notwendig ist, abgeschlossen wird. Der nicht übertragende Anteilseigner hat nach diesem Artikel 8.4(2) nicht das Recht, andere Vermögenswerte als die Anteile zu erwerben, und von diesem Anteilseigner darf auch nicht verlangt werden, andere Vermögenswerte als die Anteile zu erwerben, unabhängig davon ob andere Eigentumsgegenstände in der Übertragung eingeschlossen sind,

(b) Bei einer Barübertragung, in der keine anderen Vermögenswerte als Teil einer umfassenderen Transaktion enthalten sind, hat der nicht übertragende Anteilseigner das Recht, die zur Abtretung oder Übertragung beabsichtigten Anteile zu denselben endgültigen Geschäftsbedingungen zu erwerben, die mit dem beabsichtigten Empfänger ausgehandelt wurden. Bei einer Übertragung, bei der es sich nicht um eine Barübertragung handelt, oder in der andere Vermögenswerte als Teil einer umfassenderen Transaktion enthalten sind (Kopplungsgeschäft), hat der übertragende Anteilseigner in seiner Benachrichtigung an den nicht übertragenden Anteilseigner eine Aussage zum Barwert der zur Abtretung oder Übertragung beabsichtigten Anteile beizufügen, und der nicht übertragende Anteilseigner hat dann das Recht, die Anteile zu denselben endgültigen Geschäftsbedingungen zu erwerben, die mit dem beabsichtigten Empfänger ausgehandelt wurden; mit der Ausnahme dass er den Barwert in liquiden Mitteln beim Abschluss der Übertragung anstelle der in dem Drittangebot verlangten Summe zahlen muss, und die Geschäftsbedingungen des geltenden Dokuments dann bei Bedarf so abzuändern sind, dass der Barerwerb der Anteile daraus ersichtlich wird. Im Fall eines Kopplungsgeschäfts kann der nicht übertragende Anteilseigner die Anteile entsprechend dem beabsichtigten Kopplungsgeschäft anstelle des oder bis zum Abschluss des umfassenderen Geschäfts (modifiziert durch Ausschluss der Gegenstände, die Vorkaufsrechten unterliegen oder die aus anderen Gründen ausgeschlossen werden) mit dem Empfänger des Kopplungsgeschäfts erwerben. Endet das Kopplungsgeschäft aus irgendeinem Grund ohne Abschluss, endet auch das Recht des anderen Anteilseigners, die Anteile entsprechend dem beabsichtigten Kopplungsgeschäft zu erwerben,

(c) zu Zwecken von Artikel 8.4(2)(b) gilt der vom übertragenden Anteilseigner in seiner Benachrichtigung vorgeschlagene Barwert als korrekt; es sei denn, es handelt sich bei dem nicht übertragenden Anteilseigner um einen protestierenden Anteilseigner und dieser benachrichtigt den übertragenden Anteilseigner innerhalb von zehn (10) Tagen ab Erhalt seiner Benachrichtigung davon, dass er der Festsetzung des Barwerts nicht zustimmt und den Barwert angibt, der nach Meinung des nicht übertragenden Anteilseigners korrekt ist und hilfreiche Informationen zur Unterstützung beifügt. In diesem Fall

haben der übertragende Anteilseigner und der protestierende Anteilseigner fünfzehn (15) Tage zum Aushandeln einer Einigung über den geltenden Barwert. Ist am Ende einer solchen Periode von fünfzehn (15) Tagen keine Einigung erreicht, hat entweder der Übertragende oder der protestierende Anteilseigner das Recht, die Angelegenheit zur Bestimmung des Barwerts an einen unabhängigen Gutachter zu verweisen, wie in Artikel 8.5 bis 8.8 vorgesehen,

(d) wird die Bestimmung des Barwerts an einen unabhängigen Gutachter verwiesen, und liegt der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert höchstens fünf Prozent (5%) über dem vom unabhängigen Gutachter ermittelten Barwert, ist der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert als Barwert zu verwenden, und der protestierende Anteilseigner muss alle Kosten für den Gutachter zahlen. Liegt der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert mehr als fünf Prozent (5%) über dem vom unabhängigen Gutachter ermittelten Barwert, wird der Wert des unabhängigen Gutachters als Barwert verwendet, und der übertragende Anteilseigner muss alle Kosten für den Gutachter zahlen. Da nach Artikel 8.5 bis 8.8 der Wert des unabhängigen Gutachters endgültig und bindend ist, ist der dergestalt ermittelte Barwert für die Anteilseigner endgültig und bindend, und

(e) ist der Barwert nach 8.4(2)(d) und Artikel 8.4(2)(b) ermittelt, ist der übertragende Anteilseigner zum Verkauf verpflichtet, und der andere Anteilseigner, der seine Absicht mitgeteilt hat, die Anteile des übertragenden Anteilseigners nach Artikel 8.4(2)(a) zu erwerben, ist verpflichtet, die Anteile zum besagten Wert zu kaufen.

8.5 Für Entscheidungen, die nach Artikel 8.4(2) an einen Gutachter verwiesen werden, vereinbaren die Anteilseigner hiermit, dass eine solche Entscheidung baldmöglichst durch einen einstimmig bestimmten Gutachter durchzuführen ist. Der Gutachter ist kein Schlichter in diesem Streit und übt keine schiedsrichterliche Funktion aus.

8.6 Ein Anteilseigner, der eine gutachterliche Bestimmung wünscht, teilt diesen Wunsch den Anteilseignern schriftlich mit. Können sich die Anteilseigner nicht innerhalb von zehn (10) Tagen nach Erhalt der Mitteilung bezüglich des Wunsches nach einer gutachterlichen Bestimmung auf einen Gutachter einigen, benennt auf Wunsch von einer der Streitparteien das International Centre for Expertise of the International Chamber of Commerce (ICC) einen solchen Gutachter und verwaltet eine solche gutachterliche Bestimmung nach den ICC Rules for Expertise.

8.7 Nach seiner Ernennung darf der Gutachter nicht einseitig mit einem der Anteilseigner über die gutachterliche Bestimmung oder den zugrunde liegenden Streit kommunizieren. Die Anteilseigner verpflichten sich, bei der schnellstmöglichen Durchführung einer solchen gutachterlichen Bestimmung voll zu kooperieren und dem Gutachter Zugang zu allen Einrichtungen, Büchern, Aufzeichnungen, Unterlagen, Informationen und Mitarbeitern zu gewähren, die dazu notwendig sind, schnellstmöglich eine voll informierte Entscheidung zu treffen.

8.8 Vor Bekanntgabe seiner endgültigen Entscheidung verfasst der Gutachter einen Berichtsentwurf und erlaubt den Anteilseignern Kommentare dazu abzugeben. Der Gutachter soll versuchen, seine Entscheidung oder die Beilegung des Streits innerhalb von dreißig (30) Tagen (aber nicht mehr als sechzig (60) Tagen) ab seiner Ernennung herbeizuführen, wobei Umstände berücksichtigt werden, die eine rasche Bestimmung oder Beilegung der Streitsache erfordern. Gemäss den Bestimmungen der Vereinbarung ist die Entscheidung des Gutachters endgültig und bindend für die Streitparteien.

Art. 9. Tod, Aufhebung von Bürgerrechten, Bankrott oder Insolvenz von Anteilseignern hat keine Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Titel III. - Management

Art. 10.

10.1 Die Gesellschaft wird von der Geschäftsführung in Übereinstimmung mit dem Companies Act, diesen Artikeln und der Vereinbarung verwaltet. Die Gesellschaft wird von den Anteilseignern und der Geschäftsführung geleitet. Die Anteilseigner und die Geschäftsführung besitzen die Befugnisse, die in der Satzung festgelegt oder anderweitig durch geltendes Recht oder die Vereinbarung festgelegt sind. Das Beschlussfassungsforum für die Anteilseigner ist die Hauptversammlung, soweit in der Vereinbarung oder in diesen Artikeln keine anderslautenden Angaben gemacht sind. Das Beschlussfassungsforum für die Geschäftsführung ist die Sitzung der Geschäftsführung, soweit in der Vereinbarung oder in diesen Artikeln keine anderslautenden Angaben bestehen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen, durch die Satzung und/oder die Vereinbarung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen unter die Befugnisse der Geschäftsführung.

Hauptversammlung

10.2 Eine Hauptversammlung ist nach der Satzung jährlich mindestens einmal einzuberufen, und alle anderen Hauptversammlungen können zu den Zeiten einberufen werden, die laut Satzung zulässig oder vorgeschrieben sind.

10.3 Alle Hauptversammlungen sind im Großherzogtum Luxemburg abzuhalten; es sei denn, alle Anteilseigner einigen sich auf einen anderen Ort; vorausgesetzt jedoch, dass die Hauptversammlung zur Genehmigung (i) des Jahresbudgets, (ii) des Jahresabschlusses der Gesellschaft und (iii) Aufteilung des realisierten Einkommens zwischen der Gesellschaft und Finanzierungsfiliale stets in Luxemburg stattfindet. Jeder Anteilseigner kann via Telekonferenz an jeder Hauptversammlung teilnehmen, mit Ausnahme der Hauptversammlung zur Genehmigung (i) des Jahresbudgets, (ii) des Jahresabschlusses der Gesellschaft und (iii) Aufteilung des realisierten Einkommens zwischen der Gesellschaft und der Finanzierungsfiliale. Eine solche Telekonferenz ist von Luxemburg aus zu initiieren und sollte die Identifizierung und Teilnahme aller an der Hauptversammlung teilnehmenden Anteilseigner ermöglichen. Die Teilnahme eines Anteilseigners an einer Hauptversammlung via Telekonferenz gilt als persönliche Teilnahme an dieser Hauptversammlung, und die Hauptversammlung gilt als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten.

10.4 Alle Hauptversammlungen sind durch eine Mitteilung vom Vorsitzenden der Geschäftsführung einzuberufen. Eine solche Mitteilung hat an alle Anteilseigner an ihrer bei der Gesellschaft zur Entgegennahme von Mitteilungen bekanntgegebene Adresse zu ergehen, und zwar mindestens dreißig (30) Tage vor dem vorgeschlagenen Datum einer solchen Hauptversammlung, unter Angabe von Datum, Uhrzeit und Ort der Sitzung. Die Mitteilung hat außerdem Folgendes zu enthalten:

- (a) eine Liste der bei der Versammlung zu besprechenden Tagesordnungspunkte und
- (b) zu jedem Tagesordnungspunkt einen Hinweis darauf, ob ein Beschluss zur Annahme vorgelegt wird oder eine sonstige Abstimmung stattfindet.

Gleichzeitig mit der Mitteilung zu einer solchen Hauptversammlung haben alle Unterlagen, die zu den bei der Versammlung zu erwägenden Angelegenheiten relevant sind, zu zirkulieren. In einer Hauptversammlung, die nicht nach den Mitteilungsanforderungen in diesem Artikel 10.4 einberufen wurde, gefasste Anteilseignerbeschlüsse sind null und nichtig, wenn sie nicht im Nachhinein von allen Anteilseignern ratifiziert werden. Der Klarheit halber wird angemerkt, dass auf Mitteilungsanforderungen aus diesem Artikel 10.4 durch einstimmigen Beschluss der Anteilseigner verzichtet werden kann.

10.5 Die für Hauptversammlungen erforderliche Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn die Anteilseigner anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten sind, die eine Mehrheit des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten; vorausgesetzt jedoch, dass - wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Hauptversammlung wegen der Abwesenheit eines Vertreters von Anteilseigner Rosneft oder Anteilseigner ExxonMobil keine Beschlussfähigkeit besteht - eine solche Hauptversammlung durch Einschreibebrief erneut einberufen wird und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der Vertagung abgehalten wird (es sei denn, alle Anteilseigner einigen sich auf einen anderen Termin). Kommt bei einer vertagten, ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung keine Beschlussfähigkeit zusammen, so gilt dies als Pattsituation (Deadlock Event) und wird in Übereinstimmung mit den Bedingungen der Vereinbarung gehandhabt.

10.6 Die Abstimmung zu Anteilseignerbeschlüssen findet wie folgt statt:

- (a) bis zum Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten sind alle Beschlüsse der Anteilseigner als Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner zu fassen, und
- (b) nach dem Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten sind nur Außerordentliche Angelegenheiten der Anteilseigner als Außerordentliche Beschlüsse der Anteilseigner zu fassen, und alle anderen Beschlüsse sind als Ordentliche Beschlüsse der Anteilseigner zu fassen.

10.7 Der Vorsitzende der Geschäftsführung hat bei jeder Hauptversammlung alle Vorschläge, über die abgestimmt wurde, sowie die Ergebnisse zu protokollieren. Jeder Anteilseigner oder sein Vertreter hat am Ende der Hauptversammlung das Protokoll zu unterschreiben und eine Kopie davon zu erhalten; dieses Protokoll gilt als endgültiges Protokoll der Beschlüsse der Anteilseigner bei dieser Hauptversammlung.

10.8 Beschlüsse der Anteilseigner können auch ohne eine Hauptversammlung durch Eintrag in das Journal der Gesellschaft gefasst und von den zur Abstimmung darüber berechtigten Anteilseignern unterzeichnet werden.

Geschäftsführung

10.9 Die Geschäftsführung besteht aus fünf (5) Personen (jeder ein „Geschäftsführer“), die alle von den Anteilseignern gemäß diesem Artikel 10.9 zu ernennen sind. Anteilseigner Rosneft hat das Recht, von Zeit zu Zeit die Ernennung von drei (3) Personen zum Geschäftsführer (alles „Klasse A Geschäftsführer“) vorzuschlagen, und Anteilseigner ExxonMobil hat das Recht, von Zeit zu Zeit die Ernennung von zwei (2) Personen zum Geschäftsführer (alles „Klasse B Geschäftsführer“) vorzuschlagen.

10.10 Jeder Anteilseigner hat das Recht, jederzeit die (i) Enthebung eines Geschäftsführers, der auf Vorschlag dieses Anteilseigners benannt wurde und (ii) Ernennung einer Person zur Besetzung einer ihr zugeteilten Geschäftsführer Positionen vorzuschlagen, wenn bei einer solchen Position eine freie Stelle entsteht (d.h., durch Tod, Rücktritt oder Enthebung eines der Geschäftsführer). Jeder Vorschlag zur Ernennung oder Enthebung eines Geschäftsführers ist nach vorheriger schriftlicher Benachrichtigung der anderen Anteilseigner zu machen.

10.11 Änderungen in der Anzahl oder Umverteilung der Geschäftsführer Positionen ist durch einen Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner zu genehmigen.

10.12 Ein Geschäftsführer ist von der Geschäftsführung als Vorsitzender der Geschäftsführung auf Vorschlag der Klasse A Geschäftsführer zu ernennen.

10.13 Die Befugnisse des Vorsitzenden der Geschäftsführung werden diesem von der Geschäftsführung übertragen.

10.14 Die Geschäftsführung tritt mindestens halbjährlich sowie dann zusammen, wenn der Vorsitzende der Geschäftsführung oder ein Geschäftsführer es fordert. Alle Sitzungen der Geschäftsführung sind im Grossherzogtum Luxemburg abzuhalten; es sei denn, alle Geschäftsführer einigen sich auf einen anderen Ort.

10.15 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung der Geschäftsführung handeln, indem er schriftlich, durch Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer als seinen Bevollmächtigten bestimmt. Falls vorhanden, bleiben Vollmachten dem Protokoll der entsprechenden Sitzung beigelegt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung der Geschäftsführung auch via Telekonferenz teilnehmen, wodurch alle an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführer identifizierbar sind und mitberaten können. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Sitzung via Telekonferenz gilt als persönliche Teilnahme

an der betreffenden Sitzung, und die Sitzung gilt dann als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft gehalten. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden in Protokollen aufgezeichnet, die am eingetragenen Sitz der Gesellschaft aufbewahrt und von den teilnehmenden Geschäftsführern unterzeichnet werden.

10.16 Alle Sitzungen der Geschäftsführung sind durch eine Mitteilung vom Vorsitzenden der Geschäftsführung einzu-berufen. Eine solche Mitteilung hat an alle Geschäftsführer an ihrer bei der Gesellschaft zur Entgegennahme von Mitteilungen bekannt gegebene Adresse zu ergehen, und zwar mindestens dreißig (30) Tage vor dem vorgeschlagenen Datum einer solchen Sitzung, unter Angabe von Datum, Uhrzeit und Ort der Sitzung. Die Mitteilung hat außerdem Folgendes zu enthalten:

- (a) eine Liste der bei der Versammlung zu besprechenden Tagesordnungspunkte und
- (b) zu jedem Tagesordnungspunkt einen Hinweis darauf, ob ein Beschluss zur Annahme vorgelegt wird oder eine sonstige Abstimmung stattfindet.

Gleichzeitig mit der Mitteilung zu einer solchen Sitzung haben alle Unterlagen, die zu den bei der Sitzung zu erwägenden Angelegenheiten relevant sind, zu zirkulieren. Bei einer Sitzung der Geschäftsführung, die nicht nach den Mitteilungsanforderungen in diesem Artikel 10.16 einberufen wurde, gefasste Beschlüsse sind null und nichtig, wenn sie nicht im Nachhinein von allen Geschäftsführern ratifiziert werden. Der Klarheit halber wird angemerkt, dass auf Mitteilungsanforderungen aus diesem Artikel 10.16 durch einstimmigen Beschluss der Geschäftsführer verzichtet werden kann.

10.17 Die für Sitzungen der Geschäftsführung erforderliche Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn zum Zweck Außerordentlicher Angelegenheiten der Geschäftsführung eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist; darunter muss mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer sein. Wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Sitzung der Geschäftsführung, deren Tagungsordnung eine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, wegen des Fehlens eines Klasse A Geschäftsführers oder eines Klasse B Geschäftsführers keine Beschlussfähigkeit besteht, dann ist eine solche Sitzung der Geschäftsführung zu vertagen und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum einer solchen Vertagung (es sei denn, mindestens ein (1) Klasse A Geschäftsführer und mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer einigen sich auf ein anderes Datum) abzuhalten, und wenn die Geschäftsführung bei einer solchen vertagten, vorschriftsmäßig einberufenen Sitzung der Geschäftsführung keine Beschlussfähigkeit erreicht, ist dies als eine Pattsituation (Deadlock Event) (wie dieser Begriff in der Vereinbarung definiert ist) zu betrachten und von einem Geschäftsführer an die Hauptversammlung der Anteilseigner zu verweisen.

10.18 Die für Sitzungen der Geschäftsführung erforderliche Beschlussfähigkeit, deren Tagungsordnung keine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, ist gegeben, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist; darunter muss mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer sein. Wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Sitzung der Geschäftsführung, deren Tagesordnung keine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, wegen des Fehlens eines Klasse A Geschäftsführers oder eines Klasse B Geschäftsführers keine Beschlussfähigkeit besteht, dann ist eine solche Sitzung der Geschäftsführung zu vertagen und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der Vertagung zu halten, und eine solche vertagte Sitzung der Geschäftsführung ist dann beschlussfähig, wenn eine einfache Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist.

10.19 Ungeachtet Artikel 10.17 und 10.18 oben, wenn die Tagesordnung einer Sitzung der Geschäftsführung mehr als einen Punkt enthält, von denen einige Außerordentliche Angelegenheiten der Geschäftsführung sind und andere nicht, und diese Sitzung nach Artikel 10.17 oder 10.18 oben wieder einberufen worden ist, dann ist die Beschlussfähigkeit jeder so wieder einberufenen Sitzung der Geschäftsführung für jeden Tagesordnungspunkt nach Artikel 10.17 bzw. 10.18 oben separat festzustellen.

10.20 Die Abstimmung von Geschäftsführern findet wie folgt statt:

(a) Ungeachtet gegenteiliger Bestimmungen in der Satzung sind bis zum Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten alle Beschlüsse der Geschäftsführung als Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung zu fassen, und

(b) während des Zeitraums vom Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten bis zum Beginn der kommerziellen Förderung sind Beschlüsse der Geschäftsführung zu Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung durch Außerordentliche Beschlüsse der Geschäftsführung zu fassen, und Beschlüsse zu allen anderen Angelegenheiten erfordern einen Ordentlichen Beschluss der Geschäftsführung, und

(c) nach Beginn der kommerziellen Förderung erfordern Beschlüsse der Geschäftsführung zu Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung einen Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung, und Beschlüsse zu allen anderen Angelegenheiten erfordern einen Ordentlichen Beschluss der Geschäftsführung.

10.21 Anstelle einer Sitzung kann jeder Geschäftsführer bei der Geschäftsführung einen Vorschlag zur Abstimmung durch Zirkulation einreichen. Der vorschlagende Geschäftsführer hat den Vorsitzenden der Geschäftsführung zu benachrichtigen, der jeden Geschäftsführer benachrichtigt und den so eingereichten Vorschlag beschreibt und bekannt gibt ob der Vorsitzende der Geschäftsführung der Meinung ist, dass die betriebliche Angelegenheit eine dringende Entscheidung erfordert. Der Vorsitzende der Geschäftsführung hat mit dieser Mitteilung ausreichende Dokumentation in Verbindung mit einem solchen Vorschlag zu versenden, so dass die Geschäftsführer einen Beschluss fassen können. Jeder Geschäftsführer kommuniziert dann seine Meinung schriftlich an den Vorsitzenden der Geschäftsführung und die anderen

Geschäftsführer, und zwar innerhalb einer der folgenden angemessenen Zeiträume ab Erhalt der Mitteilung von einem solchen Geschäftsführer:

(a) achtundvierzig Stunden (48) im Falle dringender Angelegenheiten, wie ausreichend gerechtfertigt durch die den Geschäftsführern zur Kenntnis gebrachten Umstände, und

(b) fünfzehn (15) Tage für alle anderen Vorschläge.

10.22 Ausgenommen im Falle von Artikel 10.21(a) kann jeder Geschäftsführer durch eine innerhalb von fünf (5) Tagen ab Erhalt der Mitteilung des Vorsitzenden der Geschäftsführung an alle Geschäftsführer ergehende Mitteilung anfordern, dass der Vorschlag an einer Sitzung entschieden wird statt durch Zirkulation. In diesem Fall ist über den Vorschlag in einer ordnungsgemäß zu diesem Zweck einberufenen Sitzung zu entscheiden.

10.23 Von jedem Geschäftsführer, der seine Meinung nicht rechtzeitig mitteilt, wird eine Gegenstimme registriert.

10.24 Wenn keine Sitzung gewünscht wird, dann sendet der Vorsitzende der Geschäftsführung nach Ablauf der vereinbarten Zeit jedem Geschäftsführer eine Bestätigung mit Aufstellung und Ergebnis der Abstimmung. Beschlüsse der Geschäftsführung außerhalb einer Sitzung bedürfen der Zustimmung aller Geschäftsführer.

10.25 Zur Klarstellung sei festgestellt, dass auf die Anforderungen zu schriftlichen Beschlüssen in Artikel 10.21 bis 10.24, mit Ausnahme der Anforderung dass alle Geschäftsführer außerhalb einer Sitzung gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung zustimmen müssen, damit diese angenommen werden, durch einstimmigen Beschluss aller Geschäftsführer verzichtet werden kann.

10.26 Vereinbarungen oder sonstige bindende Urkunden zur Umsetzung von Beschlüssen der Anteilseigner oder der Geschäftsführung erfordern (i) kollektive Unterzeichnung durch wenigstens einen (1) Klasse A Geschäftsführer und wenigstens einen (1) Klasse B Geschäftsführer oder (ii) kollektive oder alleinige Unterzeichnung durch eine Person/Personen, der/denen diese Unterzeichnungsvollmacht speziell durch einen Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung für solch eine Vereinbarung oder sonstige bindende Urkunde erteilt wurde; vorausgesetzt jedoch, dass (x) kein Geschäftsführer eine Vereinbarung oder Urkunde unterzeichnen darf, die nicht mit Beschlüssen der Anteilseigner, der Geschäftsführung oder Richtlinien der Gesellschaft übereinstimmt, und (y) zur Klarstellung sei angemerkt, dass keiner der Geschäftsführer befugt ist, im Namen der Gesellschaft Handlungen zu unternehmen oder Beschlüsse oder Vereinbarungen auf eine andere Weise auszuführen als hier in diesem Artikel 10.26 festgelegt.

Die Anteilseigner müssen die Satzung ändern, um die Unterschriftsberechtigungen der Geschäftsführer anzupassen, wenn dies nach der Vereinbarung erforderlich ist.

10.27 Jeder Geschäftsführer hat seine Aufgaben entsprechend den folgenden grundlegenden Geschäftsprinzipien auszuführen:

- (1) ethisch einwandfreies Verhalten und strenge Geschäftskontrolle,
- (2) unbeirrte Verpflichtung zur Betriebsintegrität,
- (3) disziplinierter, effizienter Kapitaleinsatz,
- (4) ständiger Fokus auf Kostenmanagement,
- (5) Verpflichtung zur Entwicklung von motiviertem, vielfältigem Personal von hoher Qualität und
- (6) Verpflichtung zur Führungsrolle in der Technologie.

Art. 11. Neben den sonstigen Außerordentlichen Angelegenheiten der Anteilseigner, die in Artikel 7 und Artikel 10 aufgeführt sind, sind die Außerordentlichen Angelegenheiten der Anteilseigner wie folgt:

- (1) Änderungen der Gründungsurkunden (Satzung, Geschäftsordnung) zur Errichtung der Gesellschaft, des Betreibers und von deren Niederlassungen, einschl. derer, die einen Bezug zum Geschäft der Gesellschaft haben,
- (2) Errichtung zusätzlicher Tochtergesellschaften oder Niederlassungen der Gesellschaft,
- (3) Ausgabe von Anteilen der Gesellschaft, einschließlich Ausgabe neuer Anteile oder einer neuen Klasse von Anteilen,
- (4) Änderung des Stammkapitals der Gesellschaft,
- (5) Liquidation, Fusion oder Verschmelzung der Gesellschaft,
- (6) Änderungen der Finanzierungsverpflichtungen der Anteilseigner,
- (7) Beschaffung von Fremdfinanzierung für das Projekt und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen,
- (8) Beschlüsse zur Änderung oder Kündigung der Endgültigen Verträge (Final Agreements) (wie in der Vereinbarung definiert) an denen die Gesellschaft teilhat,
- (9) Genehmigung des Jahresbudgets (mit seinen Kapital- und operativen Komponenten),
- (10) Genehmigung der Änderungen des Jahresbudgets, die den Umfang wesentlich ändern oder Ausgaben von mehr als zehn Prozent (10 %) des jeweiligen Jahresbudgets betreffen,
- (11) Endgültige Investitionsentscheidung(en) für das Projekt,
- (12) Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ermächtigung zur Ausschüttung von Dividenden oder sonstigem Bargeld durch die Gesellschaft,
- (13) Beschlüsse zur Übernahme von Geschäften durch die Gesellschaft, die außerhalb ihres in den Endgültigen Verträgen (Final Agreements) festgelegten Bereichs liegen,

(14) Beseitigung von Pattsituationen (wie in der Vereinbarung definiert), die bei einer Sitzung der Geschäftsführung aufgetreten sind,

(15) Bestimmung, dass es sich bei einer Entdeckung um einen kommerziellen Fund (Commercial Discovery) (wie in der Vereinbarung Vertrag definiert) handelt,

(16) Genehmigung des Erschließungsplans/der Erschließungspläne (Development Plan(s)) (wie in der Vereinbarung definiert) (einschließlich unter anderem die Wahl des Erschließungskonzepts, Kosten- und Zeitplanschätzungsgrundlagen);

(17) Ernennung und Enthebung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft,

(18) Genehmigung der endgültigen rechtlichen und steuerlichen Struktur der Marketingfirma (Marketing Company) (wie in der Vereinbarung definiert) und alle Änderungen am Bereich von deren Marketingaktivitäten;

(19) Modifizierung des Fundbereichs (Discovery Area) (wie in der Vereinbarung Vertrag definiert);

(20) Zustimmung zur Abtretung von Immaterialgüterrechten an den Informationen bezüglich der Unternehmung (Venture Information) an einen Anteilseigner oder den Betreiber (wie diese Begriffe in der Vereinbarung definiert sind, und nach Maßgabe ihrer Bestimmungen),

(21) Genehmigung der Akquisition von oder des Eingehens von Langzeit-Leasingvereinbarungen durch die Gesellschaft und/oder den Betreiber für Logistikgüter, die dem Anlieferort (Delivery Point) (wie dieser Begriff in der Vereinbarung definiert ist) nachgelagert sind (einschl. Tanker und sonstige Schiffe, Terminals und Pipelines), ausgenommen Charters und operatives Leasing von weniger als sechs (6) Monaten,

(22) Genehmigung: (i) der Einrichtung einer Finanzierungsfiliale, (ii) der Vorschriften für die Finanzierungsfiliale, (iii) der Ernennung von zwei Leitern für die Finanzierungsfiliale und (iv) des Standortes der Niederlassung der Finanzierungsfiliale,

(23) Sonstige Angelegenheiten, die gemäß der Gesetze des Grossherzogtums Luxemburg unter die Zuständigkeit der Hauptversammlung gehören.

Art. 12. Neben den sonstigen Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung, die in Artikel 10 aufgeführt sind, sind die Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung wie folgt:

(1) Genehmigung und Änderung Buchführungsprinzipien, -richtlinien und -verfahren der Gesellschaft und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen,

(2) Genehmigung und Änderung von Strategien und Verfahren zur Unternehmensführung, Geschäftspraktiken und Betriebsrichtlinien der Gesellschaft,

(3) Genehmigung und Änderung der Bankgeschäftsprinzipien, -richtlinien und -verfahren der Gesellschaft einschließlich derjenigen, die sich auf das Eröffnen und Schließen von Bankkonten der Gesellschaft und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen beziehen,

(4) Verfügung über Vermögenswerte im Eigentum der Gesellschaft mit einem Wert von über einer Million US-Dollar (US\$1.000.000) entsprechend der Bilanz der Gesellschaft,

(5) Genehmigung des Kohlenwasserstoffvermarktungs-Jahresplans bezüglich der Kohlenwasserstoffe wie in der Vereinbarung detaillierter beschrieben;

(6) Eingehen von, Änderung oder Kündigung von durch die Gesellschaft eingegangenen Transaktionen (ausgenommen Kohlenwasserstoffverkäufe) (i) bezüglich der Vereinbarungen, an denen entweder Rosneft, ExxonMobil oder deren entsprechende verbundene Unternehmen beteiligt sind, die einen Wert von einer Million US-Dollar (US\$1.000.000) übersteigen, (ii) bezüglich der Vereinbarungen, an denen eine weder mit Rosneft noch ExxonMobil verbundene Person beteiligt ist, mit einem Wert von mehr als (A) fünf Millionen US-Dollar (US\$5.000.000) in einer Erforschungsperiode, (B) zehn Millionen US-Dollar (US\$10.000.000) während einer Erschließungsperiode und (C) fünf Millionen US-Dollar (US\$5.000.000) für Aufträge aus Angeboten ohne Wettbewerb und (iii) Aufträge, die ohne strikte Befolgung der Beschaffungsrichtlinien und -regeln des Betreibers vergeben werden,

(7) Genehmigung von Plänen zur Personalschulung und -entwicklung für die Belegschaft der Gesellschaft, einschl. des Einsatzes von technischen Teams und Fortschritt bei der Erreichung langfristiger Meilensteine zur Leistungsfähigkeit des Unternehmens und dessen Personalbedarf (wie in der Vereinbarung detaillierter ausgeführt),

(8) Festlegung der Abstimmungsposition der Gesellschaft bei den Anteilseigner-Hauptversammlungen von Tochtergesellschaften (einschl. der Hauptversammlung des Betreibers),

(9) Delegieren von Befugnissen durch die Geschäftsführung wie in diesem Artikel 12 beschrieben,

(10) Beseitigung von Pattsituationen die bei einer Sitzung der Geschäftsführung beim Betreiber aufgetreten sind,

(11) Übernahme von und Änderungen der Foundation Business Policies (wie in der Vereinbarung definiert),

(12) Übernahme von und Änderungen der internen Regeln zur Bestimmung des Verfahrens zur internen Empfehlung von durch die Gesellschaft auszuführenden Aufträgen durch Managementpersonal der Gesellschaft, welche die Bereiche der Gesellschaftsaktivitäten betreffen, für die das entsprechende Managementpersonal verantwortlich ist,

(13) Ernennung von Managern der Finanzierungsfiliale,

(14) Erstellung einer Reihe von Marketing-Reporting-Messwerten, die den Anteilseignern monatlich, vierteljährlich und jährlich von der Marketingfirma vorgelegt werden (wie in der Vereinbarung definiert),

(15) Genehmigung des Personalplans der Marketingfirma (wie in der Vereinbarung definiert) und alle diesbezüglichen Änderungen, und

(16) Genehmigung der Tabelle von Finanzbehörden für die Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektkosten.

Titel IV. - Finanzjahr - Konten - Audit - Auflösung

Art. 13. Das Finanzjahr der Gesellschaft geht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 14.

14.1 Jedes Jahr erstellt die Geschäftsführung eine Bilanz zum 31. Dezember, die eine Aufstellung aller beweglichen und unbeweglichen Besitzgüter und Verpflichtungen der Gesellschaft enthält. Die Gesellschaft führt ihre gesetzlich vorgeschriebenen Konten, Bücher und Aufzeichnungen auf Englisch und in U.S. Dollar und den anderen Sprachen und Währungen, die gesetzlich vorgeschrieben sind. Die Managementkonten der Gesellschaft und ihrer Niederlassungen werden auf Englisch und in U.S. Dollar geführt. Die Bücher der Gesellschaft werden am Gesellschaftssitz in Luxemburg geführt.

14.2 Gemäss den Geheimhaltungsbeschränkungen und sonstigen Beschränkungen, welche die Anteilseigner von Zeit zu Zeit beschließen, ist den Anteilseignern und deren Wirtschaftsprüfern und Geschäftsführern zu zumutbaren Zeiten vollständiger Zugang zu den Konten, Büchern und allen Aufzeichnungen der Gesellschaft und von deren Niederlassungen zu gewähren.

14.3 Die Anteilseigner ernennen eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsfirma, die (i) zur Geschäftsausübung im Grossherzogtum Luxemburg zugelassen ist und (ii) zu einer Gruppe angesehener, international anerkannter Wirtschaftsprüfungsfirmen gehört (einschließlich mindestens einer Firma, die zur Geschäftsausübung in der Russischen Föderation zugelassen ist) als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

14.4 Die nach Artikel 14.3 oben ernannten Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft haben vollständigen Zugang zu den Büchern und Aufzeichnungen der Gesellschaft und überprüfen die Konten und Aktivitäten der Gesellschaft jährlich. Diese Wirtschaftsprüfer liefern der Gesellschaft und den Anteilseignern innerhalb von dreißig (30) Tagen nach dem jeweiligen Jahresende einen Prüfungsbericht und verpflichten sich als Teil ihrer Pflichten gegenüber der Gesellschaft, den Anteilseignern alle Informationen zur Verfügung zu stellen, welche diese vorbehaltlich von Artikel 14.2 vorstehend billigerweise anfordern.

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt.

Vorübergehende Verfügung

Das erste Finanzjahr beginnt am Tag der Eintragung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Bezahlung

Nach der Aufstellung der Satzung hierdurch erklären die Anteilseigner hiermit, dass sie alle dreissigtausend (30.000) Stammanteile und dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A der Gesellschaft mit einem Nennwert von je einem U.S. Dollar (USD 1) wie folgt zeichnen:

Anteilseigner ExxonMobil:	zehntausend (10.000) Stammanteile und einhundert (100) Vorzugsstammanteile A.
Anteilseigner Rosneft:	zwanzigtausend (20.000) Stammanteile und <u>zweihundert (200) Vorzugsstammanteile A.</u>
Summe:	dreißigtausend (30.000) Stammanteile und dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A.

Alle Anteile sind von den Anteilseignern durch Barzahlung eines Gesamtbetrags in Höhe von dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (\$30.300) vollständig einbezahlt, sodass der von den Anteilseignern bezahlte Betrag von dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (\$30.300) von nun an der Gesellschaft frei zur Verfügung steht, was dem unterzeichneten Notar gegenüber belegt wurde, und was dieser ausdrücklich bezeugt.

Anteilseigner - Beschlüsse

Sofort nach der Eintragung der Gesellschaft fassen die Anteilseigner, die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten, folgende Beschlüsse:

- Die folgenden Personen werden mit Wirkung des Datums dieser Urkunde und auf unbestimmte Zeit als Mitglieder der Geschäftsführung ernannt:

* Timofey STRELTSOV, geboren am 2. Dezember 1968 in Region Sakhalin (USSR), mit Geschäftsadresse 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland) als Klasse A Geschäftsführer;

* Grigory BONDARENKO, geboren am 16. Februar 1963 in Kharkov (USSR), mit Geschäftsadresse 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland), als Klasse A Geschäftsführer;

* Rostislav LATYSH, geboren am 20. März 1973 in Ivano-Frankovsk (USSR), mit Geschäftsadresse an 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland), als Klasse A Geschäftsführer;

* James J. ZULLIG, geboren am 3. März 1955 in New Jersey (USA), mit Geschäftsadresse 233 Benmar Drive, Houston, Texas 77060-3105 (USA), als Klasse B Geschäftsführer und

* James K. FLOOD, geboren am 15. April 1957 in Furth (Deutschland), mit Geschäftsadresse 17001 Northchase Drive, Houston, Texas 77060-2135 (USA), als Klasse B Geschäftsführer;

- Ernst & Young, société anonyme, mit eingetragenem Sitz in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann (RCS Luxembourg B 47771), wird mit Wirkung vom Datum dieser Urkunde an und bis zur Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2014 endende Finanzjahr ernannt, und

- die Adresse des eingetragenen Gesellschaftssitzes wird festgelegt auf 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Bewertung und Kosten

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Abgaben, in welcher Form auch immer, die von der Gesellschaft zu tragen sind und die ihr im Zusammenhang mit den obigen Angelegenheiten in Rechnung gestellt werden, betragen schätzungsweise EUR 1.500.-.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg am eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, die dem Notar nach Vor- und Nachnamen, Zivilstand und Wohnort bekannt waren, vorgelesen wurde, unterzeichneten diese gemeinsam mit dem Notar diese Urkunde.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass diese Urkunde auf Wunsch der Erschienenen in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Übersetzung ins Deutsche. Auf Wunsch derselben Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text gilt die englische Version.

Gezeichnet: C. BALTHAZAR, J.-M. POOS und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mars 2014. Relation: LAC/2014/11441. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. März 2014.

Référence de publication: 2014039731/1259.

(140045771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Majestic S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 725.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 156.056.

In the year two thousand fourteen, on the thirteenth of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Resolution III Holdings S.à r.l., having its registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg and registered with the Luxembourg Commercial Registry under number B 130.916,

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

- it is the sole actual partner of Majestic S.à r.l., "the Company", a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, incorporated by a deed of the undersigned notary, on October 06, 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2507 of 18 November 2010. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on December 6, 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 461 of March 10, 2011;

- the Company's capital is set at FIVE HUNDRED THOUSAND GREAT BRITAIN POUNDS (500.000.-GBP) divided into FIVE THOUSAND (5,000) share quotas of ONE HUNDRED GREAT BRITAIN POUNDS (100.-GBP) each;

- the sole partner has taken the following resolutions:

First resolution

It is resolved to increase the subscribed capital by TWO HUNDRED AND TWENTY-FIVE THOUSAND GREAT BRITAIN POUNDS (225,000.- GBP) to bring it from its present amount of FIVE HUNDRED THOUSAND GREAT BRITAIN POUNDS (500,000.- GBP) to SEVEN HUNDRED AND TWENTY-FIVE THOUSAND GREAT BRITAIN POUNDS (725,000.- GBP) by the issuance of 2,250 (two thousand two hundred and fifty) additional shares with a par value of ONE HUNDRED GREAT BRITAIN POUNDS (100.- GBP) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

It is resolved to state and accept the subscription of all the 2,250 (two thousand two hundred and fifty) new shares by the sole partner, Resolution III Holdings S.à r.l. and to accept the full payment of all the new shares by conversion of part of a receivable held by Resolution III Holdings S.à r.l. against the company, i.e. TWO HUNDRED AND TWENTY-FIVE THOUSAND GREAT BRITAIN POUNDS (225,000.- GBP).

The value of the Receivable has been certified to the undersigned notary by a balance sheet of the Company as per December 31, 2013 and by way of a certificate issued by the management of the Company dated February 10, 2014.

The said balance sheet and the Certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Second resolution

It is resolved to amend accordingly article 6 of the articles of association, to read as follows:

“The capital is set at SEVEN HUNDRED AND TWENTY-FIVE THOUSAND GREAT BRITAIN POUNDS (725,000.- GBP) divided into seven thousand two hundred and fifty (7,250) share quotas of ONE HUNDRED GREAT BRITAIN POUNDS (100.- GBP) each.”

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le treize février.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Resolution III Holdings S.à r.l., ayant son siège social à 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.916,

ici représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L- 1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est le seul associé actuel de Majestic S.à r.l., «la Société», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 06 octobre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2507 du 18 novembre 2011. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 6 décembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 461 du 10 mars 2011;

- Que le capital de la Société est fixé à CINQ CENT MILLE LIVRES STERLING (500.000.- GBP) représenté par cinq mille (5.000) parts sociales de CENT LIVRES STERLING (100.- GBP) chacune;

- Que l'associé unique a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital émis de la Société à concurrence d'un montant de DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE LIVRES STERLING (225.000.-GBP) pour le porter de son montant actuel de CINQ CENT MILLE LIVRES STERLING (500.000.- GBP) à SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE LIVRES STERLING (725.000.- GBP) par l'émission de 2.250 (deux mille deux cent cinquante) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de CENT LIVRES STERLING (100.- GBP) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

Il est décidé d'acter et d'accepter la souscription des 2.250 (deux mille deux cent cinquante) parts sociales nouvelles par l'associé unique, Resolution III Holdings S.à r.l. et d'accepter la libération intégrale de toutes les nouvelles parts sociales par conversion d'une partie de la créance que Resolution III Holdings S.à r.l. détient envers la Société c'est-à-dire DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE LIVRES STERLING (225.000.- GBP).

La valeur de la créance a été certifiée au notaire par un bilan de la Société arrêté au 31 décembre 2013, ainsi que par le biais d'un certificat émis par la gérance de la Société daté du 10 février 2014.

Le bilan ci-dessus mentionné et le Certificat, après avoir été signés ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte aux fins d'enregistrement.

Deuxième résolution

Par conséquent, Il a été décidé de modifier l'article 6 des statuts afin de le lire comme suit:

«Le capital social est fixé à la somme de SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE LIVRES STERLING (725.000.- GBP) représenté par sept mille deux cent cinquante (7.250) parts sociales de CENT LIVRES STERLING (100 GBP.-) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 février 2014. Relation: LAC/2014/8085. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036523/104.

(140041800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Aparti S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6933 Mensdorf, 47, rue de Roodt-sur-Syre.

R.C.S. Luxembourg B 185.103.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatre mars.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Albert Joseph Alphonse TREFF, ingénieur, né à Luxembourg le 13 janvier 1959, demeurant à L-6933 Mensdorf, 47, rue de Roodt-sur-Syre, et

2. Madame Catherine Marie Christiane ELVINGER épouse TREFF, professeur, née à Luxembourg le 26 septembre 1962, demeurant à L-6933 Mensdorf, 47, rue de Roodt-sur-Syre,

Ici représentée par Monsieur Albert Treff, préqualifié, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de Aparti S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Betzdorf.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 3. La société a pour objet principal tous services consistant en la préparation de plats à domicile et/ou sur site et d'en assurer la revente, incluant notamment la préparation, la fourniture et la livraison de plats, buffets froids et chauds

à base de viande et poisson, de produits de viandes, de poissons, salades et légumes, ainsi que la préparation, la fourniture et la livraison de desserts pour consommateurs et collectivités.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut encore réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent parts sociales (100) de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-), chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gestion. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables à tout moment par l'assemblée générale.

Les pouvoirs du/des gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa/leur nomination.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayant droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papier et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 13. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé(e) unique ou les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 15. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Toutes les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- Monsieur Albert Treff, préqualifié,	49 parts
2.- Madame Catherine Elvinger, préqualifiée,	51 parts
TOTAL : cent parts sociales	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme mille euros (EUR 1.000).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants qualifiés ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants de la société, pour une durée indéterminée:

- Madame Catherine ELVINGER, professeur, née à Luxembourg le 26 septembre 1962, demeurant à L-6933 Mensdorf, 47, rue de Roodt-sur-Syre, gérante technique;

- Monsieur Albert Joseph Alphonse TREFF, ingénieur, né à Luxembourg le 13 janvier 1959, demeurant à L-6933 Mensdorf, 47, rue de Roodt-sur-Syre, gérant administratif.

La société est en toutes circonstances valablement engagée soit par la seule signature de la gérante technique, soit par la signature conjointe des deux gérants.

Pour la partie purement administrative, à l'exclusion de la partie commerciale mentionnée à l'objet social de la société, la société est valablement engagée par la seule signature du gérant administratif.

2. L'adresse du siège social de la société est établie à L-6933 Mensdorf, 47, rue de Roodt-sur-Syre.

L'attention de la comparante a été attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article trois des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Treff, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 mars 2014. Relation: LAC/2014/10339. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036226/116.

(140041427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

DHH Main Insight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.390.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014036928/14.

(140042540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

FS Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 2.098.451.600,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.851.

Constituée par devant Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 avril 2005, acte publié au Mémorial C no 944 du 26 septembre 2005

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FS Invest II S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant A

Référence de publication: 2014036986/15.

(140042410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

4finance Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 35.047.122,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 171.059.

Rectificatif du dépôt N° L140041631 déposé au RCS en date du 11 mars 2014:

Le nom de famille de Monsieur Kieran Donnelly a été mal orthographié car il manque un «l»; il faut donc lire Monsieur Kieran DONNELLY.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société est maintenant composé comme suit;

- Benoît Bauduin comme gérant de catégorie A de la Société;
- Patrick Moinet comme gérant de catégorie A de la Société;
- Edgars Dupats comme gérant de catégorie B de la Société; et
- Kieran Donnelly comme gérant de catégorie B et Président du Conseil de gérance de la Société.

Le 11 mars 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014036776/19.

(140041954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Limbo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 57.231.

Par la présente, je remets avec effet immédiat ma démission en tant qu'administrateur de votre estimée société.

Le 12 mars 2014.

Alain VASSEUR.

Référence de publication: 2014037069/9.

(140042568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

DMM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 141.638.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036929/10.

(140042109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.